lanationquotidien@gmail.com - www.journal-lanation.com

LA NATION

Samedi 18 Septembre 2021 N° 2550 Prix: 10 DA

Quotidien National d'Information

FONCIER INDUSTRIEL

3.876 ha d'assiettes foncières inexploitées

P2

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Le plan d'action du gouvernement adopté à la majorité

P3

RÉÉVALUATION DES MARCHÉS PUBLICS

8.908 milliards de DA dépensés entre 2005 et 2020

P4

RÉFORME DU MODÈLE D'AIDE SOCIALE

L'Etat adopte le système de virement direct

P2

POUR DÉFENDRE SON PLAN

Benabderrahmane brise des tabous

P3

FINANCE

Vers la privatisation des banques publiques

Le gouvernement semble sur le point d'autoriser la privatisation partielle ou totale des banques publiques. Ces mastodontes gérés bureaucratiquement n'ont pas réussi à accompagner l'élan économique du pays et ont surtout profité aux oligarques et à l'importation au détriment de la production nationale.
La privatisation partielle des banques publiques figure parmi les "nouveaux modes" de financement de l'économie algérienne retenus par Aïmene Abderrahmane lors de son allocution, jeudi, devant l'Assemblée. La mesure figure entre dans le cadre d'une démarche qui comprend aussi, selon le premier ministre, le recours au marché financier par la relance de la bourse, l'ouverture de nouvelles banques privées, la promotion de la finance islamique, ainsi que l'établissement d'un partenariat public-privé pour financer des projets d'infrastructures économiques.
Sur ce dernier point, il a annoncé la présentation du projet en ce sens dans les "prochains jours".

P2

MOSTAGANEM

Adoption du plan d'aménagement des pêcheries

Un plan d'aménagement des pêcheries dans la wilaya de Mostaganem a récemment été adopté par un groupe de travail regroupant plusieurs secteurs concernés, a-t-on appris jeudi du directeur de la pêche et des ressources halieutiques, Abdelhafid Zenasni.
M. Zenasni a indiqué à l'APS, que ce plan qui a fait l'objet d'une approbation par le groupe de travail constitué de plusieurs secteurs en lien avec le secteur de la pêche, les représentants des professionnels (chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture) ainsi que les associations qui activent sur le terrain, contribuera à préserver la richesse halieutique de manière durable et renforcer le rôle stratégique des activités maritimes dans le développement de l'économie nationale.Ce plan qui touche les zones de pêche, a été élaboré sur la base de données faisant état d'une baisse de la biomasse (bancs de poissons) et d'une augmentation de la demande des produits de la pêche, corrélé par la baisse de l'offre, consiste en la mise sur pied d'une nouvelle stratégie qui s'appuie sur une gestion durable de la ressource, a ajouté le même responsable.

P7

Sport

BUREAU FÉDÉRAL DE LA FAF

Motion de soutien en faveur de Djamel Belmadi

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

235 nouveaux cas, 188 guérisons, et 19 décès

P16

BOURSIER ALGÉRIEN AU ROYAUME UNI (2014-2015 ET 2015-2016)

Les étudiants en état "de manquement au contrat"

P16

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La production du vaccin anti-Covid par "Saidal"débutera le 29 septembre

P4

FONCIER INDUSTRIEL

3.876 ha d'assiettes foncières inexploitées

Le Premier ministre, ministre des finances, Aïmene Benabderrahman a affirmé, jeudi à Alger, que le recensement du foncier industriel a démontré que de "vastes" assiettes étaient inexploitées par leurs bénéficiaires.
Répondant aux questions des membres de l'APN posées dans le cadre du débat du Plan d'action du Gouvernement, M. Benabderrahmane a indiqué qu'une vaste opération de recensement a été menée récemment au niveau des différentes zones industrielles et d'activité pour déterminer le nombre d'assiettes foncières inexploitées ou celles censées abriter des projets d'investisseurs, à l'effet de les récupérer et de les intégrer à l'offre immobilière destinée à l'investissement.
Le cadastre s'est soldé par "le recensement de vastes assiettes foncières accordées, mais non exploitées", a affirmé le Premier ministre.
Une superficie globale de 3.876 ha d'assiettes foncières inexploitées a été recensée au niveau des zones industrielles et des zones d'activité, dont 1422 ha accordés dans le cadre du système de cession et le reste dans le cadre du système de concession des terres actuellement en vigueur.
Concernant les terrains accordés dans le cadre de la concession, le Premier ministre a ajouté que "le Gouvernement poursuivra l'application des mesures juridiques, en vue d'annuler les contrats de concession aux investisseurs, dont les projets n'ont pas été réalisés à ce jour et la récupération de ces terrains, ce qui permettra de garantir des assiettes foncières aux véritables investisseurs".
Concernant les terrains en concession, en sus des mesures actuelles portant imposition d'une pénalité annuelle aux propriétaires de ces terrains pour les inciter à y réaliser des projets ou les concéder, "le gouvernement œuvre actuellement à examiner les mécanismes juridiques disponibles pour la récupération de ces terrains".
Le Premier ministre a indiqué que le gouvernement s'attelle actuellement à réviser le cadre législatif et réglementaire de la gestion du foncier destiné à l'investissement en vue de faciliter aux investisseurs l'obtention des assiettes foncières nécessaires pour la réalisation des projets et l'élimination du "blocage" que connaît actuellement l'opération d'octroi du foncier industriel.
Le nouveau cadre législatif, poursuit le Premier ministre, vise à mettre en place des mécanismes à même de garantir l'exploitation des assiettes foncières accordées et leur récupération en cas d'inexploitation ou de non-respect des engagements fixés dans le cahier de charges.

R.N

FINANCE

Vers la privatisation des banques publiques

Le gouvernement semble sur le point d'autoriser la privatisation partielle ou totale des banques publiques. Ces mastodontes gérés bureaucratiquement n'ont pas réussi à accompagner l'élan économique du pays et ont surtout profité aux oligarques et à l'importation au détriment de la production nationale.

La privatisation partielle des banques publiques figure parmi les "nouveaux modes" de financement de l'économie algérienne retenus par Aïmene Abderrahmane lors de son allocution, jeudi, devant l'Assemblée. La mesure figure entre dans le cadre d'une démarche qui comprend aussi, selon le premier ministre, le recours au marché financier par la relance de la bourse, l'ouverture de nouvelles banques privées, la promotion de la finance islamique, ainsi que l'établissement d'un partenariat public-privé pour financer des projets d'infrastructures économiques. Sur ce dernier point, il a annoncé la présentation du projet en ce sens dans les "prochains jours".
Benabderrahmane a affirmé que le plan d'action de son gouvernement vise la relance et la diversification de l'économie nationale ainsi que la création de l'emploi. A cet effet, une révision "profonde" a été menée, selon lui, "pour prendre en charge les préoccupations exprimées par les opérateurs économiques qui ont demandé la levée des obstacles qui empêchent la réalisation des projets d'investissement". Une réforme qui, espère-t-il, donnera "des signaux forts et des garanties susceptibles d'accroître l'attractivité du pays aux investissements étrangers directs et d'établir des partenariats réels et solides à même de contribuer au développement de l'économie nationale". Il a, d'autre part, indiqué que les prémices d'une reprise économique commençaient à se dessiner à l'horizon, après la stagnation provoquée par la crise sanitaire. Un taux de croissance de 2,8% a été enregistré, d'après lui, durant le premier trimestre de cette année, lequel devrait dépasser les 4 % à la fin de 2021.
Concernant les entreprises publiques, le premier ministre a regretté que malgré une enveloppe de 2790 milliards de DA déboursée par l'Etat, de 1991 au 30 juin 2021, pour les assainir "celles-ci sont restées dans une situation difficile". C'est pourquoi il a été enfin décidé de revoir leur gouvernance et les modalités de leur gestion. Ces sociétés seront désormais soumises, selon le même responsable, à des contrats de performance pour qu'elles se transforment en "piliers importants" de la relance économique.
Un recensement national des différentes entreprises qui se trouvent en état de fermeture ou de stagnation est en cours pour récupérer les potentialités des entreprises publiques économiques, a révélé Benabderrahmane. Il a ainsi évoqué les cas de la société Alzinc de Ghazaouet, le complexe de papier à Saïda, l'usine de levure à Bouchegouf, l'usine de marbre à Guelma, l'usine de verre à Tébessa, la société africaine de verre à Taher, l'usine de céramique sanitaire à Médéa et l'usine de cuirs à Sig, lesquelles constituaient "la fleur du tissu industriel de l'économie national".
Abordant un point essentiel en matière d'investissement, le premier ministre a indiqué que le gouvernement s'attelle actuellement à réviser le cadre législatif et réglementaire de ce dossier en vue de faciliter aux investisseurs l'obtention de terrains nécessaires à la réalisation des projets.
Il a, en outre, promis l'élimination du "blocage" que connaît actuellement l'opération d'octroi du foncier industriel.

Mohamed Badaoui

RÉFORME DU MODÈLE D'AIDE SOCIALE

L'Etat adopte le système de virement direct

Après des années de discussion, de débat et de tergiversation, l'Etat algérien a pris le bœuf par les cornes. La réforme du système national d'aide sociale va, enfin, connaître son épilogue. Le premier ministre, Aimene Benabderrahmane, a annoncé, jeudi devant les députés de l'Assemblée populaire nationale, que la réforme du système de subvention sociale se fera "en passant au virement au profit des familles nécessiteuse qui bénéficieront d'un revenu supplémentaire comme indemnisation de la hausse les prix". "La réforme du système de subvention vise un meilleur ciblage garantissant ainsi une justice sociale", a ajouté M. Benabderrahmane, soulignant qu'"à travers la loi des finances 2021, un montant de 1.900 mds DA a été alloué à l'aide sociale, soit 23.78% du budget de l'Etat". Il a estimé, dans ce sillage, que "cette enveloppe dénote l'importance des dépenses à caractère social dans le total des dépenses publiques sans compter la subvention indirecte".
Cette nouvelle approche est la seule approche, longtemps revendiquée par les partenaires sociaux, qui assure que l'aide sociale ne profite qu'à ceux qu'ils méritent.
Le Premier ministre s'est engagé devant les représentants du peuple de "leur communiquer" ultérieurement tous les aspects techniques de ce projet de réforme. "Nous allons vous communiquer, ultérieurement, tous les aspects techniques liés au ciblage des familles concernées par les virements", a-t-il indiqué, assurant que "le Gouvernement s'attellera à l'application progressive de cette réforme, prenant en considération les évaluations périodiques de l'efficacité de la politique de réforme du système de subvention des produits de large consommation".

Sid Ali

GOUVERNEMENT

Vers des Assises nationales sur la santé

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé, jeudi, que le Gouvernement envisage, sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de tenir des Assises nationales sur la santé en vue de procéder à une évaluation "minutieuse" du secteur et trouver des "solutions pratiques applicables sur le terrain". En réponse aux préoccupations et questions des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors du débat du Plan d'action du gouvernement (PAG), le Premier ministre a indiqué que ces assises nationales seront une "halte majeure et décisive pour un diagnostic précis de la situation sanitaire en Algérie, desquelles devront donner lieu à des solutions pratiques et applicables sur le terrain".
Dans le même contexte, il a révélé la volonté du Gouvernement d'"engager, dans les plus brefs délais, une révision de l'ensemble du système de santé en procédant à une réforme profonde et globale basée principalement sur la révision de la carte sanitaire à travers l'adoption de nouvelles normes qui prennent en compte les besoins réels de chaque région, sur la base d'un diagnostic précis et de données objectives". M. Benabderrahmane a expliqué que le gouvernement, à travers cette démarche, élaborera "une feuille de route équilibrée menant à un système de santé qui répond aux aspirations des citoyens pour une couverture sanitaire conforme aux normes internationales, avec la participation de tous les acteurs du secteur."
Le Premier ministre a également salué les efforts et les sacrifices de "l'Armée blanche" tout au long de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid 19, soulignant son accord pour "lever le gel des projets de réalisation des établissements hospitaliers et des établissements de santé de proximité, notamment dans les régions éloignées et dans le Grand sud".
A cette occasion, il a indiqué que le Gouvernement plaçait parmi ses priorités "la modernisation du secteur, notamment dans le domaine de la gouvernance et de la gestion du système sanitaire, que ce soit au niveau central ou local ou au niveau des établissements eux-mêmes afin de développer et d'améliorer les mécanismes de gestion basés sur la planification et l'introduction des systèmes d'information et de tous les systèmes de contrôle de gestion financière.
Concernant les projets en suspens, le Premier ministre a fait savoir que sur instructions du président de la Républiques, il sera procédé à la levée du gel sur les projets ayant été suspendus en raison du manque de ressources financières", soulignant que cette opération devra être effectué conformément à la nouvelle carte sanitaire avec organisation des priorités et en prenant en considération les besoins de chaque région". M. Benabderrahmane a rassuré les citoyens des wilayas du Sud et des Hauts plateaux que le Gouvernement "a placé la question de l'amélioration de la couverture sociale au profit des habitants de ces régions parmi les priorités de ses objectifs en mettant en place des programmes spécifiques à prendre en considération lors de la révision de la nouvelle carte sanitaire".
En dépit de toutes les critiques faites sur le système sanitaire national, le Premier ministre a affirmé que l'Algérie "intervient en tête des pays arabes et occupe la 3e place au niveau continental en termes d'indicateurs de développement humain, où elle dispose de plus de 361 établissements hospitaliers et plus de 8.070 polycliniques et salles de soins, outre plus de 100 centres de dialyse, 13 centres de lutte contre le cancer et 433 centres de proximité d'accouchement". Le secteur participe, en outre, au système sanitaire à travers 660 établissements hospitaliers et centres sanitaires dans plusieurs spécialités, en sus de 6 centres de lutte contre le cancer qui fonctionnent au système de contractualisation avec le secteur de la santé publique et les organes de sécurité sociale". Concernant les ressources humaines, l'Algérie compte plus de 56.700 praticiens dont 4518 enseignants universitaires, 14.774 praticiens spécialistes, 28.100 praticiens généralistes, 2192 pharmaciens et 7119 chirurgiens-dentistes.

APS

POUR DÉFENDRE SON PLAN

Benabderrahmane brise des tabous

Mine de rien, le dernier discours d'Aïmene Abderrahmane devant l'Assemblée pour défendre son plan d'action a brisé des tabous politiques et économiques. Il a ainsi critiqué la politique sociale, notamment la subvention de certains produits de base, telle que pratiquée jusqu'à aujourd'hui, et annoncé sa réforme pour "un meilleur ciblage" qui puisse garantir la "justice sociale".

Le premier ministre a révélé que le système de subvention sociale sera remplacé par un "virement au profit des familles nécessiteuses qui bénéficieront d'un revenu supplémentaire comme indemnisation de la hausse des prix".
Dans le sillage, il a souligné que la loi des finances 2021 a prévu "un montant de 1.900 milliards de dinars a été alloué à l'aide sociale, soit 23.78% du budget de l'Etat". La grosseur de cette enveloppe prouve, à ses yeux, "l'importance des dépenses à caractère social dans le total des dépenses publiques sans compter la subvention indirecte". Sans rentrer dans les détails de l'opération, il s'est engagé devant les députés de "leur communiquer" ultérieurement tous les aspects techniques de ce projet de réforme. Il a cependant précisé que "le gouvernement s'attellera à l'application progressive de cette réforme, prenant en considération les évaluations périodiques de l'efficacité de la politique de réforme du système de subvention des produits de large consommation".
Concernant la revalorisation des salaires, le premier ministre a esquivé la question en remettant à plus tard l'examen de cette revendication populaire. Il a cependant laissé entendre que toute avancée en la matière se fera avec l'amélioration de la productivité nationale et en prenant en compte le facteur de l'inflation.
Quant à la cherté des prix qui a enflammé ces derniers jours les marchés et provoqué l'angoisse chez les petites bourses, le premier financier du pays expliqué qu'elle était "conjoncturelle" et induite par les retombées de la crise sanitaire. La pandémie du nouveau coronavirus a engendré une hausse des coûts de la production et du fret international, en sus de la hausse des prix de certains intrants, ce qui a provoqué une hausse des prix sur le marché national, a-t-il expliqué. Il n'a pas épargné, cela dit, "la cupidité et les pratiques immorales, voire illégales de certains vendeurs sans scrupules".
Il a annoncé que, pour préserver le pouvoir d'achat du citoyen, son équipe a pris une série de mesures "urgentes" pour assurer un approvisionnement régulier du marché, et mis en place des mécanismes de régulation en plus d'intensifier le contrôle, durcir les mesures coercitives contre les contrevenants et lutter contre le monopole et la spéculation.
Benabderrahmane a également mis en cause la gestion des entreprises publiques et promis la refonte de leur gouvernance. Il en a parlé comme si elles étaient des gouffres financiers sans fond qui ont englouti près de 3000 milliards de DA. "Il est inconcevable de voir l'aspect commercial et productif d'une entreprise économique composé de 600 travailleurs, alors que celui administratif est de 1000 travailleurs", a-t-il relevé.

Mourad Fergad

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Le plan d'action du gouvernement adopté à la majorité

Après quatre jours de débats, le plan d'action du gouvernement a été adopté ce jeudi par 318 députés ayant voté "oui" contre 65 "non" sur les 380 députés présents, lors d'une séance plénière présidée par le président de l'APN, Ibrahim Boughali, en présence des membres du gouvernement.
Dans sa réponse aux préoccupations des députés, le Premier ministre, a affirmé la détermination du gouvernement à assurer "la stricte et effective mise en œuvre" de ce plan, composé de cinq chapitres axés essentiellement sur l'engagement de réformes structurelles destinées à relancer l'économie nationale et moderniser le système bancaire et financier.
Soulignant les principaux points qu'ils ont soulevés relatifs notamment à "l'absence des délais, d'indicateurs quantitatifs, de mécanismes de mise en œuvre et de sources de financement", en affirmant que ce plan d'action "n'a rien d'un mirage, mais il s'agit plutôt d'un plan élaboré de manière méthodique, et qui sera appliqué selon des mécanismes de suivi stricts, qui ne laisseront aucune place à l'improvisation".
Dans une déclaration à la presse à l'issue de son adoption, le Premier ministre a indiqué que ce plan "devra permettre à l'Algérie d'arriver à bon port et de réaliser un rebond économique et social à tous les niveaux"..
En réponse aux préoccupations des députés, il a souligné que le rétablissement de la confiance du citoyen constituait la "priorité absolue" pour le gouvernement, tout comme la lutte contre la corruption et le pillage des biens publics.
Dans le même contexte, il a fait part de la volonté de l'Etat et sa détermination à récupérer l'argent pillé et détourné vers l'étranger et ce, à travers l'activation d'une série de mécanismes juridiques dans le cadre des conventions internationales, en réitérant la volonté de l'Etat de lutter "sans relâche" contre la corruption.
Il a, par ailleurs, annoncé la révision des codes communal et de wilaya à travers des ateliers de réforme qui se tiendront dès octobre prochain, en soulignant l'importance et l'efficacité de cette démarche pour le développement local.
Le Premier ministre a expliqué, en outre, que cette réforme permettrait l'instauration d'une "véritable politique" pour la planification régionale et le développement économique local.
Sur un autre chapitre, M. Benabderrahmane a annoncé la révision et l'actualisation du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) avant la fin de l'année en cours, ainsi que l'ouverture d'autres ateliers, dont celui relatif à la réforme du système national de la fonction publique.

Synthèse : Ab N.

MOUSSA AL-KOUNI (VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL PRÉSIDENTIEL LIBYEN)

L'Algérie est incontournable dans la région

Le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, a insisté, jeudi, sur l'impérative "consultation et coordination avec l'Algérie de manière permanente" concernant toutes les affaires relatives à la Libye et à la Région.
Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Al-Kouni a rappelé l'importance de l'Algérie, "la grande soeur" dans la région et le pays avec lequel nous devons tenir des consultations de manière permanente et une coordination concernant toutes les affaires relatives à la Libye et à la région, aux plans africain, maghrébin ou méditerranéen".
Le même responsable a fait savoir, dans ce sens, que sa visite en Algérie vise à "consulter et examiner avec le Président Tebboune les différentes questions d'intérêt commun à commencer par les frontières et les pays du voisinage notamment les pays du Sud à l'instar du Tchad, du Niger et du Soudan et les modalités de coopération avec ces pays afin de réaliser la sécurité des frontières communes".
"Nous avons également abordé la question de la coordination des politiques relatives à la communication avec les différentes rencontres concernant la Libye avec la participation de l'Algérie", a-t-il poursuivi, soulignant l'existence "d'un consensus total" avec le président de la République qui nous a promis la reprise des vols entre Tripoli et Alger et l'ouverture du consulat qui existait avant", outre "les postes frontaliers de Ghadamès et Ghât" pour le transport des marchandises entre les deux pays".
Selon le même responsable libyen, l'impérative organisation d'élections libyennes dans les délais prévus et les résultats du processus du Congrès de Berlin ont également été abordés lors de cette rencontre. M. Al-Kouni a estimé que ces démarches étaient "très importantes" pour les deux peuples en vue de "l'intégration économique et de la communication sociale", soulignant que la situation en Tunisie et l'importance de sa stabilité et sa sortie des crises ont également été abordés. Il convient de noter que cette rencontre s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra et du Directeur de Cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Bardad Daïdj.
Pour rappel, le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni , est arrivé jeudi matin à Alger dans le cadre d'une visite officielle en Algérie.

APS

Brèves

RÉÉVALUATION DES MARCHÉS PUBLICS

8.908 milliards de DA dépensés entre 2005 et 2020

Le premier ministre, ministre des finances a révélé jeudi devant les députés de l'APN, que la réévaluation des marchés publics entre 2005 et 2020 ont coûté à l'Algérie 8 .908 milliards. Cela dénote d'un manque flagrant de maturation dans la préparation des études et dans le manque de rationalité dans l'exécution des marchés.
Afin de remédier à ce fléau, le gouvernement compte numériser les marchés publics à travers la création d'un portail électronique dédié à cet effet et ce avant la fin de l'année en cours, a annoncé jeudi à Alger le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.
Le Premier ministre a précisé que cette mesure s'inscrivait dans le cadre des procédures visant la rationalisation des dépenses et l'amélioration de la gestion de l'argent public.
La numérisation des marchés constitue "l'une des priorités du gouvernement" puisqu' elle revêt une "grande" importance en matière d'amélioration de la transparence et de la performance des dépenses publiques, a-t-il soutenu.
"Se diriger vers la numérisation est consacré dans l'avant-projet de loi fixant les règles générales des marchés publics qui sera présenté "dans les plus brefs délais à l'APN", a fait savoir M. Benabderrahmane.
Dans le cadre du principe de la rationalisation des dépenses publiques, le Premier ministre a rappelé les textes réglementaires mis en œuvre afin d'éviter au Trésor public et à l'Etat, de grandes dépenses suite à l'introduction de projets pas encore arrivés à maturation.
Dorénavant, poursuit le ministre, le gouvernement ne permettra point l'inscription de projets publics non soumis à une étude de faisabilité "opérationnelle et profonde".

R.N

LE BUDGET DE L'ETAT

La fiscalité pétrolière ne représente que 30%

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, jeudi à Alger, que le budget de l'Etat était basé à 30% sur la fiscalité pétrolière et à 70% sur la fiscalité ordinaire. Le Premier ministre a souligné l'impératif de distinguer la part du secteur pétrolier en termes de recettes en devise qui oscillent entre 96 et 97% de la fiscalité pétrolière qui représente 30% du budget de l'Etat.
Concernant le financement du plan d'action que les députés avaient débattu avec "grand intérêt", M. Benabderrahmane a indiqué que le nouveau plan d'action qui vise la relance et la diversification de l'économie nationale se base sur de nouveaux modes de financement, à même de réduire la dépendance aux recettes pétrolières.
Parmi ces nouveaux modes, figure principalement le recours au marché financier par la relance de la bourse, la promotion du rôle des banques dans l'accompagnement et le soutien des investissements et des entreprises, outre l'ouverture des capitaux des banques publiques, l'ouverture de nouvelles banques privées, la promotion de la finance islamique ainsi que l'établissement d'un partenariat public-privé pour financer des projets d'infrastructures économiques en vue de créer des postes d'emploi.
Pour le Premier ministre, le financement bancaire demeure, à ce jour, le "mode le plus répandu" en termes de financement de l'économie nationale, précisant que "l'encours de la dette octroyée par les banque au 30 juin s'établit à 10.387 mds DA, dont 5.065 mds DA octroyés au secteur privé (soit 49%)". M. Benabderrahmane a rappelé, également, que les crédits d'investissement représentent 71% des engagements généraux des banques avec un total de 7.410 mds DA. Dans ce contexte, le Premier ministre a mis en avant la nécessité de développer d'autres modes pour financer l'économie, à l'image du leasing et le marché des capitaux, estimant que c'était l'une "des priorités des pouvoirs publics" qui ont lancé plusieurs initiatives pour améliorer et diversifier le financement des entreprises par les capitaux d'investissement, le leasing et la bourse. Le nombre d'entreprises activant dans le leasing est de 16 entreprises d'une valeur de 162 mds DA alloués par ces entreprises pour le financement de l'économie, a-t-il fait savoir.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La production du vaccin anti-Covid par "Saidal" débutera le 29 septembre

Les premiers lots du vaccin anti-Covid "CoronaVac" seront produits au niveau de l'unité de production du Groupe public "Saidal" à Constantine le 29 septembre en cours, a indiqué vendredi à l'APS le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed.

"La production effective du vaccin anti-Covid devrait débutée le 29 septembre en cours", a affirmé M. Benbahmed, précisant que les prévisions tablent sur la production de 1 million de doses au mois d'octobre prochain, deux (02) millions en novembre, trois (03) millions en décembre et plus de 5,3 millions de doses à partir du mois de janvier 2022.
Le vaccin "CoronaVac" sera produit au niveau de l'unité de production du Groupe public "Saidal" à Constantine en coopération avec la société pharmaceutique chinoise "Sinovac", a rappelé le ministre, précisant que les capacités de production de cette unité sont de 320.000 doses par jour sur un shift de 8h, soit huit (08) millions de doses par mois.
"Nous avons un plan de charge de production de 65 millions de doses par an, donc, nous pouvons atteindre cette production sans toutefois augmenter les capacités de production (2 shifts) ou recourir à d'autres unités de production", explique M. Benbahmed, assurant que "l'Algérie pourrait arriver à produire 200 millions de doses par an avec l'unité de Saidal à Constantine".
A cet effet, insiste-t-il, "l'Algérie dispose des capacités industrielles et humaines pour pouvoir répondre, à la fois, aux besoins du pays et à ceux d'une grande partie du continent africain".
Dans ce sillage, M. Benbahmeda a rappelé que son ministère a été chargé, en application des instructions du Président de la République, de produire localement le vaccin anti-Covid afin "d'assurer notre souveraineté sanitaire et répondre à la demande du plan de vaccination mis en place par notre pays", notant également la possibilité "d'aider les pays amis du continent à pouvoir répondre à leur propre plan de vaccination".
Soulignant que l'unité de production de "Saidal" dispose d'une "longue expérience" en matière de production des médicaments stériles, M. Benbahmed a souligné que la matière première nécessaire à la production de ce vaccin a été reçue à la fin du mois d'août passé, permettant ainsi le lancement du processus de fabrication et l'enclenchement des étapes qui précèdent la production effective du vaccin, conformément aux normes internationales, notamment la mise en place des installations nécessaires et la stérilisation.
M. Benbahmed a précisé que le projet de produire le vaccin "CoronaVac" en Algérie a été initié depuis quatre mois et il a été piloté par le comité installé au niveau de son ministère, soulignant que ce comité comprend le ministère de l'Industrie pharmaceutique, le ministère des affaires étrangères, l'Agence de sécurité sanitaire l'Institut pasteur Algérie, ainsi que de nombreux universitaires de différentes grandes universités d'Algérie, dont l'USTHB avec pour mission l'accompagnement du Groupe "Saidal" à l'aboutissement de ce projet production.
Le contrat de production a été conclu le mois de juin avec la société chinoise "Sinovac", tandis qu'une équipe technique de cette société s'est rendue en juillet en Algérie pour la validation de l'unité de production du Groupe "Saidal" à Constantine afin de pouvoir prendre en charge cette production du vaccin, a encore rappelé M. Benbahmed.

R.N

AÏMENE BENABDERRAHMANE

La révision de la loi sur l'investissement fin prête

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, jeudi à Alger, que le gouvernement avait finalisé la révision de la loi relative à l'investissement qui sera présentée dans les semaines à venir à l'APN.
En réponse aux questions des députés de l'APN dans le cadre du débat du Plan d'action du Gouvernement, M. Benabderrahmane a précisé qu'une révision "profonde" a été menée pour la loi relative à l'investissement "pour qu'elle soit au diapason de la politique de l'Etat tendant à diversifier l'économie hors hydrocarbures".
Cette révision vise également à prendre en charge les préoccupations exprimées par les opérateurs économiques qui ont demandé la levée des obstacles qui empêchent la réalisation des projets d'investissement, a encore précisé le Premier ministre.
L'élaboration de cette loi, poursuit le Premier ministre, se fait conformément à une vision prospective tenant en compte les mutations que connaissent l'économie nationale et le mouvement des investissements étrangers afin de garantir une grande stabilité du système juridique lié à l'acte d'investissement notamment par la création d'un guichet unique dédié à cet effet.
Après avoir relevé que l'opération de réforme prend en compte les recommandations des experts et des spécialistes, M. Benabderrahmane a indiqué avoir donné des instructions au ministre de l'Industrie pour l'introduction de toutes les propositions constructives présentées par les députés à propos de cette loi et ce "pour créer un climat d'investissement plus propice et un environnement d'investissement où la confiance prévaut entre l'investisseur et les institutions étatiques".
Le Premier ministre a indiqué que cette réforme donnera "des signaux forts et des garanties susceptibles d'accroitre l'attractivité du pays aux investissements étrangers directs et d'établir des partenariats réels et solides à même de contribuer au développement de l'économie nationale".
Le gouvernement, ajoute le Premier ministre, s'apprête à examiner tous les dossiers d'investissement cumulés et en suspens "de façon rigoureuse et profonde" à l'effet de prendre les mesures nécessaires à la levée des obstacles qui ont rendu leur concrétisation impossible, en donnant la priorité aux véritables investissements générateurs de richesse et d'emplois et en remplaçant les importations par le produit national.

R.N

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Projet de loi dans les "prochains jours"

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aimene Benabderrahmane a annoncé, jeudi à Alger, la présentation du projet de loi relatif au partenariat public-privé dans les "prochains jours". Répondant aux questions des députés de l'Assemblée populaire nationale dans le cadre du débat du plan d'action du Gouvernement, M. Benabderrahmane a affirmé que "nous allons débattre au niveau de votre aimable assemblée, du projet de loi relatif au partenariat public-privé dans les prochains jours", ajoutant qu'il figurait "sur la liste des projets de loi à débattre". A ce sujet, le Premier ministre a mis l'accent sur l'importance de ce nouveau mécanisme dans le financement des grands projets structurants qui auront un retour sur investissement à moyen terme. Le partenariat public - privé constitue "une alternative" aux modèle de financement conventionnels et l'un des modes à adopter par les pouvoirs publics pour financer, gérer et exploiter les structures publiques, a ajouté le Premier ministre.

R.N

UNICEF

77 millions d'enfants empêchés d'aller à l'école dans six pays

Les écoles de près de 77 millions d'élèves dans six pays continuent d'être fermées 18 mois après le début de la pandémie de COVID-19, selon une analyse de données actualisée publiée jeudi par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).
Ces six pays sont le Bangladesh, le Koweït, le Panama, les Philippines, l'Arabie saoudite et le Venezuela. Au total, on estime que 131 millions d'élèves dans 11 pays ont manqué plus des trois quarts de leur apprentissage en présentiel depuis le début de la pandémie.Dans environ 27 % des pays du monde, les écoles sont encore totalement ou partiellement fermées. "Alors que les cours reprennent dans de nombreux pays du monde, des millions d'élèves entament une troisième année scolaire sans avoir mis les pieds dans la salle de classe", a affirmé la directrice générale de l'UNICEF, Henrietta Fore, ajoutant : "Les pertes que les élèves subissent du fait de ne pas être à l'école pourraient ne jamais être récupérées." L'UNICEF a expliqué que les écoles fermées créent une crise de l'ombre au-delà de la perte d'éducation pour les enfants qui manquent les repas scolaires et les vaccinations de routine.Les enfants souffrent également d'isolement social, d'une anxiété accrue et sont exposés à des abus et à la violence. Les fermetures d'écoles ont conduit certains élèves à abandonner l'école, d'autres à travailler ou à se marier alors qu'ils sont encore enfants, a indiqué l'UNICEF. Certains parents ont dû quitter leur emploi pour s'occuper des enfants et les aider à apprendre, ce qui a plongé certaines familles dans la pauvreté, aggravant ainsi la crise économique.

DEPUIS PLUS DE DEUX MOIS

Baisse substantielle des contaminations dans le monde

Le nombre de cas de COVID-19 a diminué dans le monde la semaine dernière, ce qui signifie un bon signe dans le combat contre la pandémie, a annoncé mercredi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).
"Avec près de 4 millions de nouveaux cas signalés dans le monde au cours de la semaine écoulée (6-12 septembre), il s'agit de la première baisse substantielle du nombre de cas hebdomadaires depuis plus de deux mois", a indiqué l'OMS dans son dernier bulletin épidémiologique publié le même jour. Toutes les régions ont signalé une baisse du nombre de nouveaux cas par rapport à la semaine précédente, a déclaré l'OMS, ajoutant que le nombre de décès signalés dans le monde a également diminué. La région d'Asie du Sud-Est a enregistré la plus forte baisse (-20%), suivie par les régions d'Amérique (-9%) et de Méditerranée orientale (-6%), a précisé l'agence onusienne, citée dans un communiqué de l'ONU. Le monde a enregistré jusqu'ici plus de 225 millions de cas de COVID-19, dont un peu plus de 4.644.000 décès, toujours selon l'OMS.

VACCINS ANT/COVID

L'Afrique va manquer de près de 500 millions de doses

Le mécanisme Covax ayant revu à la baisse ses prévisions d'expédition de vaccins anti-Covid-19 vers les pays pauvres, l'Afrique va manquer de presque 500 millions de doses par rapport à l'objectif mondial de 40% de vaccinés à la fin de l'année, a regretté jeudi l'OMS.

Manquant de doses, Covax va expédier en Afrique environ 150 millions de vaccins de moins que ce qui était prévu.
En prenant en compte ce déficit, 470 millions de doses de vaccin attendues sur le continent permettront de vacciner seulement 17% de la population, a estimé le bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé lors de son briefing hebdomadaire. Il en faudrait deux fois plus pour atteindre les 40%.
Cette insuffisance de vaccins intervient alors que l'Afrique a franchi cette semaine la barre des 8 millions d'infections, souligne l'OMS. Matshidiso Moeti, directrice Afrique de l'OMS, a déploré que "les pays riches s'emploient à écarter le Covax du marché", privant ce mécanisme de doses suffisantes.
Selon elle, "les immenses disparités en matière d'équité d'accès aux vaccins sont loin d'être comblées aussi rapidement qu'il le faut".
Environ 95 millions de doses devraient être réceptionnées en Afrique via Covax au cours du mois de septembre mais, malgré la reprise des expéditions, "l'Afrique n'a pu vacciner que 50 millions de personnes, soit 3,6% de sa population", rappelle l'OMS Afrique.
Le mécanisme de financement international Covax est censé permettre à 92 Etats et territoires défavorisés de recevoir gratuitement des vaccins financés par des nations plus prospères.
La semaine dernière, il a dû revoir ses prévisions à la baisse,

ses fondateurs expliquant le manque de doses disponibles "par les interdictions d'exportation, la priorité accordée aux accords bilatéraux entre les fabricants et les pays, les retards dans le dépôt des demandes d'homologation", etc.

Des experts africains appellent à la fin du nationalisme vaccinal

Les pays riches doivent mettre fin au nationalisme vaccinal, qui est à l'origine d'une pénurie d'approvisionnement en Afrique et qui ralentit les efforts visant à contenir la pandémie de COVID-19 sur le continent, ont déclaré mercredi des experts lors d'un webinaire sur l'accélération de la vaccination contre la COVID-19 en Afrique.
Michel Sidibé, envoyé spécial de l'Union africaine pour l'Agence africaine des médicaments, a affirmé que les pays riches du Nord ont la responsabilité de cesser d'accumuler des vaccins, ce qui a été contre-productif dans la lutte contre la pandémie.
Il a souligné que l'équité vaccinale est essentielle pour éviter l'émergence de nouvelles souches de coronavirus, accélérer le rétablissement et renforcer la résilience des systèmes de santé publique en Afrique.
S'exprimant lors du webinaire organisé par la Brookings Institution, un groupe de réflexion basé à Washington, M. Sidibé a noté que la lutte de l'Afrique contre la pandémie a pâti du nationalisme en matière de vaccins.
Agnes Binagwaho, vice-chancelière de l'université Global Health Equity et ancienne ministre rwandaise de la Santé, a fait remarquer qu'un retard de vaccination pourrait entraîner une perte de 3% du PIB de l'Afrique, ajoutant que les efforts multilatéraux devraient être intensifiés pour mettre fin au nationalisme et favoriser l'accès à ce produit qui sauve des vies.
Aloysius Uche Ordu, directeur du programme Economie mondiale et Développement à la Brookings Institution, a estimé qu'il est urgent de s'attaquer au nationalisme vaccinal et aux hausses de prix qui ont limité l'offre en Afrique, où de nouveaux variants ont empêché le retour à la normale, tout en exerçant une pression sur les établissements de santé publique.

L'ITALIE

Le pass sanitaire généralisé à tous les lieux de travail

Le gouvernement italien a généralisé jeudi
l'obligation sur le lieu de travail du pass sanitaire qui sera exigé aussi bien dans le secteur public que privé, ont annoncé des ministres à l'issue d'une réunion de l'exécutif."Nous étendons l'obligation du +green pass+ (nom du pass sanitaire en Italie, ndlr) au monde du travail, public et privé, et nous le faisons pour deux raisons essentielles: rendre ces lieux plus sûrs et rendre encore plus forte notre campagne de vaccination", a déclaré à la presse le ministre de la Santé Roberto Speranza.A partir du 15 octobre, le +green pass+ sera exigé sur tous les lieux de travail, un dispositif qui de fait n'exclut donc que les retraités, les femmes et hommes au foyer et les chômeurs.Objectif de cette mesure: augmenter au maximum le taux de vaccination avant l'arrivée du froid qui risque de favoriser un regain des contagions. A ce stade, près de 75% de la population âgée de plus de douze ans est vaccinée, soit 40,46 millions de personnes.
Même au sein des professions médicales, le vaccin, pourtant obligatoire dans ce secteur, rencontre des obstacles: la Fédération nationale des ordres de médecins (FNOMCEO) a ainsi confirmé jeudi à l'AFP que 728 médecins sont actuellement suspendus parce que non vaccinés.
En ce qui concerne le personnel enseignant, 93,1% est totalement vacciné ou a reçu au moins la première dose, tandis que 6,7% sont dans l'attente de cette première dose ou de la dose unique du vaccin de Johnson & Johnson, selon le gouvernement.Le pass sanitaire "rend plus libre", a ajouté M. Speranza, alors qu'il était déjà exigé pour entrer à l'intérieur d'un restaurant, au cinéma ou sur les moyens de transports sur de longues distances (trains, navires, avions).La décision du gouvernement concerne "un ensemble de 23 millions de travailleurs, tout le capital humain du pays", a souligné Renato Brunetta, ministre de la Fonction publique.L'Italie a été le premier pays européen touché gravement par la pandémie, qui a fait plus de 130.000 morts dans la péninsule et entraîné en 2020 la récession la plus grave depuis l'après-guerre.La décision de généraliser le pass sanitaire est le fruit de longues discussions entre le gouvernement, les partis politiques composant la large coalition au pouvoir et les partenaires sociaux (syndicats et patronat).L'absence de pass sanitaire sera sévèrement sanctionnée, sans toutefois aller jusqu'au licenciement.

MOSTAGANEM

Adoption du plan d'aménagement des pêcheries

Un plan d'aménagement des pêcheries dans la wilaya de Mostaganem a récemment été adopté par un groupe de travail regroupant plusieurs secteurs concernés, a-t-on appris jeudi du directeur de la pêche et des ressources halieutiques, Abdelhafid Zenasni.

M. Zenasni a indiqué à l'APS, que ce plan qui a fait l'objet d'une approbation par le groupe de travail constitué de plusieurs secteurs en lien avec le secteur de la pêche, les représentants des professionnels (chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture) ainsi que les associations qui activent sur le terrain, contribuera à préserver la richesse halieutique de manière durable et renforcer le rôle stratégique des activités maritimes dans le développement de l'économie nationale.Ce plan qui touche les zones de pêche, a été élaboré sur la base de données faisant état d'une baisse de la biomasse (bancs de poissons) et d'une augmentation de la demande des produits de la pêche, corrélé par la baisse de l'offre, consiste en la mise sur pied d'une nouvelle stratégie qui s'appuie sur une gestion durable de la ressource, a ajouté le même responsable.
La même source a imputé cette baisse de la biomasse à l'exploitation anarchique de la ressource, la pêche dans les zones interdites ou encore durant les périodes de reproduction ainsi qu'au non-respect de la période du repos biologique.
Ce plan sera mis en exécution sur une période de 5 années avec à la clef l'élaboration de rapports annuels quant au degré d'exécution des mesures prises, particulièrement avec la mise en place du système d'organisation de la pêche et du niveau de la production dans les zones d'activités aquacoles ainsi que sur la base des indicateurs environnementaux et socio-économiques, le tout est de garantir une disponibilité du produit et de préserver les métiers de la pêche.
La wilaya de Mostaganem disposait, à la fin de l'année écoulée, d'une flottille composée de 248 unités en majorité des sardiniers et des petits métiers qui exercent au niveau des ports de Mostaganem, de Sidi Lakhdar, de Salamandre, en plus de 776 unités de plaisance dans 9 sites d'appointement.
Le nombre des professionnels est estimé à 7.300 en majorité des marins pêcheurs.

SAIDA

Réouverture de tous les marchés hebdomadaires

Les autorités de wilaya de Saida ont décidé, jeudi, la réouverture de tous les marchés hebdomadaires, fermés dans le cadre des mesures de prévention contre la pandémie du Covid-19, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.
La décision signée par le wali, Abdelaziz Djouadi, concerne sept marchés hebdomadaires situés dans les communes de Saida, Youb, Ouled Khaled, Sidi Boubekeur, Moulay Larbi, Ouled Brahim et Sidi Ahmed (zone de Koléa), a-t-on indiqué.
La réouverture de ces espaces est conditionnée par le respect des mesures préventives en organisant les entrées et sorties, en évitant les rassemblements et en opérant le nettoiement et la désinfection quotidienne, en veillant au port du masque de prévention et en fournissant les produits de désinfection, a-t-on souligné.
Les autorités de wilaya de Saida ont décidé, juin dernier, la fermeture des marchés hebdomadaires dans la wilaya à cause de la situation épidémiologique qu'a connue la wilaya, a-t-on rappelé.

TISSEMSILT

Détection de deux foyers de blue tongue chez les bovins

La wilaya de Tissemsilt a enregistré, dernièrement, deux foyers de la maladie de la langue bleue (blue tongue) chez des bovins, a-t-on appris jeudi auprès de l'inspection vétérinaire de la wilaya.
La même source a indiqué que cette maladie a touché trois têtes de vaches dans deux exploitations agricoles privées dans la région de "Hraïz" dans la commune de Tissemsilt (deux cas) et la commune de Bordj Bounaama (un cas), soulignant que ces vaches ont été examinées par des vétérinaires relevant de l'inspection.
Afin de protéger le reste des vaches contre cette maladie au niveau des deux exploitations agricoles, des mesures urgentes de prévention ont été prises, consistant à nettoyer et à désinfecter les étables d'élevage par la pulvérisation d'insecticides et en mettant de la chaux dans les écuries. Les vaches atteintes de la maladie de la langue bleue ont été soumises à un traitement par antibiotiques, selon la même source.
L'inspection vétérinaire de la wilaya avait enregistré, au début du mois d'août dernier, sept foyers de blue tongue dans des exploitations agricoles privées sises dans les régions de "Beni Maïda", "Aïn Laneb" et "Boumengouche" dans la commune de Tissemsilt, de " Khneg Nhar", à "Meghila" (Layoune), à "Aïn Tahdharit" (Khemisti) et dans la ville de Khemisti.
La même instance poursuit l'organisation d'une vaste campagne de sensibilisation pour éviter aux têtes de bovins de contracter cette maladie, notamment en effectuant des sorties sur le terrain de sention au niveau des exploitations agricoles et en incitant les éleveurs à effectuer des opérations périodiques de nettoyage et de désinfection des étables, en plus de la pulvérisation d'insecticides pour lutter contre les insectes nuisibles et du contact de vétérinaires des secteurs public et privé en cas de détection d'un animal atteint de la maladie, a-t-on fait savoir.

COUPE DU MONDE BIENNALE

La majorité des supporters serait favorable

Une majorité de supporters " veulent voir la

Coupe du monde plus fréquemment", selon une enquête commandée par la FIFA à deux instituts de sondage indépendants.
Selon cette enquête commandée par la FIFA aux deux instituts de sondage indépendants IRIS et YouGov, menée en ligne en juillet auprès d'un panel de 15 000 personnes, " la majorité des supporters veulent voir la Coupe du monde plus fréquemment", leur " fréquence préférentielle" étant " bisannuelle".
Si la Fédération internationale précise que " dans toutes les régions du monde, les jeunes générations sont plus ouvertes et plus intéressées par le changement que les autres générations", on ignore dans quelles proportions, puisqu'aucun chiffre n'est communiqué.
"Une enquête élargie auprès de 100 000 personnes est actuellement en cours dans plus de cent pays, précise la FIFA. Plus internationale et plus représentative en termes de population, diversité géographique mais aussi histoire et potentiel footballistique, elle sondera la fréquence des Coupes du monde de la FIFA masculines et féminines. Ses conclusions seront publiées le moment venu.".
Le directeur du développement de la Fifa, Arsène Wenger, prône depuis mars une Coupe du monde tous les deux ans, pour organiser une grande phase finale chaque été en alternance avec les tournois continentaux - comme l'Euro ou la Copa America.

KARATÉ (PREMIER LEAGUE-2021)

La fédération mondiale annule la compétition prévue au Maroc

La Fédération Mondiale de Karaté (WKF) a annoncé, jeudi, sa décision d'annuler la compétition de Karaté 1-Premier League 2021, prévue à Rabat au Maroc, du 29 au 31 octobre prochain, en raison de la situation générée dans le pays à la suite de la pandémie de COVID-19.
" L'annulation de la Karaté 1-Premier League Rabat a dû être rendue effective puisqu'une autorisation explicite des autorités marocaines pour organiser l'événement n'a jamais été reçue", a indiqué l'instance mondiale, ajoutant que la décision des autorités marocaines d'imposer une quarantaine obligatoire aux personnes sans certificat de vaccination en provenance d'un très grand nombre de pays a empêché la célébration de l'événement dans les conditions requises.Suite à cette décision d'annulation, la Fédération Mondiale de Karaté (WKF) a annoncé que la saison de la Karaté 1-Premier League 2021 s'achèvera à Moscou (Russie) lors de l'événement prévu du 1er au 3 octobre." Afin de faciliter la participation des athlètes à l'événement, désormais final à Moscou, la WKF a décidé de prolonger la période d'inscription pour la Karaté 1-Premier League Moscou jusqu'au mardi prochain", a expliqué l'instance internationale.
La Fédération Mondiale de Karaté exprime son plein engagement à continuer à faire tout son possible pour offrir les meilleures conditions aux athlètes pour concourir au plus haut niveau et regrette sincèrement les inconvénients créés par cette situation malheureuse.

CLASSEMENT FIFA

La Libye et le Kosovo se distinguent en septembre

La Libye a enregistré sa meilleure progression au classement FIFA, pour le mois de septembre, alors le Kosovo a réalisé son meilleur classement de tous les temps.

Avec pas moins de 152 matches de qualification pour la Coupe du Monde disputés aux quatre coins de la planète lors de la première quinzaine de septembre, auxquels s'ajoutent 25 rencontres amicales, le nouveau classement Mondial a connu de nombreux changements.Sur le podium, le duo de tête composé de la Belgique (1e) et du Brésil (2e) reste le même, mais par contre, l'Angleterre est monté sur la 3e marche et inscrit son retour, neuf ans après, suite à deux victoires et un match nul en éliminatoires du Mondial-2022. Elle succède ainsi à la France, victime, de ses récents résultats mitigés aux éliminatoires du Mondial-2022 (deux matches nuls et une victoire).
Mais c'est au-delà de la 50ème place que se trouve les meilleures progressions, à savoir celles de la Libye (110e, plus 12), du Canada (51e, plus 8), du Libéria (144e, plus 6), de Malte (171e, plus 6), du Panama (68e, plus 6), de la Bulgarie (70e, plus 5) et de l'Arabie saoudite (56e, plus 5). Mais la Libye a enregistré la plus grande progression en termes de points (plus 27,27 points) et en termes de places (plus 12 places).Par contre, le Danemark (10e, plus 1), fort de ses trois succès en autant de matches, intègre, lui, un Top 10 dans lequel le Portugal (7e, plus 1) et l'Espagne (8e, moins 1) intervertissent leur position, alors que les Etats-Unis (13, moins 3) quittent le Top 10.
Les avancées les plus notables du top 50 sont à mettre au crédit de l'Iran (22e, plus 4), de la Russie (37e, plus 4), de la Norvège (39e, plus 4), de l'Ecosse (45e, plus 4) et de l'Irlande du Nord (47e, plus 4). Mention spéciale au Kosovo (109e, plus 6) qui, en ayant battu la Géorgie (0-1) et en ayant accroché la Grèce (1-1), grimpe à la 109ème place et atteint le meilleur classement de son histoire.
Il est à signaler le grand recule en termes de points pour Chypre (moins 32,65 points) et celui des places pour le Venezuela et la Jamaïque (moins 9 places). Le prochain classement mondial sera publié le 21 octobre 2021.

FOOT(FC BARCELONE)

Un budget de 765 M EUR pour 2021-2022

Le conseil d'administration du FC Barcelone a approuvé jeudi un budget de 765 millions d'euros pour la saison 2021-2022. "Un budget d'exploitation de 765 millions d'euros pour la saison 2021/22 a été approuvé", a déclaré le Barça dans un communiqué, dans lequel il rend compte des accords pris par son conseil.Le Barça avait prévu un chiffre d'affaires de 791 M EUR pour l'exercice 2020/2021. Toutefois, cette estimation était basée sur l'hypothèse d'un retour du public dans les stades en décembre dernier, ce qui ne s'est finalement pas produit.Jeudi, le conseil d'administration a également approuvé "la clôture de l'exercice pour la saison 2020/21, avec une perte de 481 millions d'euros". Le président du FC Barcelone, Joan Laporta, avait déjà annoncé ces pertes lors de la conférence de presse qu'il avait donnée en août pour expliquer le départ de la star argentine Lionel Messi.A l'époque, Laporta avait également reconnu l'importante dette du club, qui s'élève à 1,35 milliard d'euros. Le directeur général du club, Ferran Reverter, présentera le 6 octobre les résultats de l'audit commandé par le conseil d'administration pour déterminer la santé financière de l'institution.Le club catalan a dû opérer un important dégraissage de sa masse salariale lors du marché des transferts, se séparant de stars comme Messi ou Antoine Griezmann.Le FC Barcelone prévoit également d'organiser une réunion des "socios" (supporters-actionnaires) le week-end des 16 et 17 octobre dans les locaux du club, conclut le communiqué.

ATHLÉTISME (DOPAGE)

La suspension Salazar et Brown confirmée par le TAS

La suspension pour quatre ans de l'ex-entraîneur américain d'athlétisme Alberto Salazar, accusé entre autres de trafic de testostérone, ainsi que de l'endocrinologue Jeffrey Brown, a été confirmée, jeudi, par le Tribunal arbitral du sport (TAS).L'ancien entraîneur du quadruple champion olympique britannique Mo Farah avait été sanctionné en octobre 2019, un énorme scandale qui avait entraîné la fermeture de l'Oregon Project, un groupe d'entraînement de très haut niveau créé en 2001 dans le nord-ouest des Etats-Unis et financé par Nike.Salazar, 63 ans, était accusé de trafic de testostérone, d'avoir injecté à ses athlètes de l'acide aminé L-carnitine au-delà des doses autorisées, et d'avoir tenté de s'opposer à la collecte d'informations par l'Agence américaine antidopage Usada.Le technicien avait contesté ces charges et réclamé au TAS l'annulation de sa suspension, tout comme le Dr Brown, tandis qu'Usada avait demandé une mise à l'écart encore plus longue.La juridiction sportive basée à Lausanne a rejeté les deux demandes, estimant que compte tenu des infractions établies par l'enquête, les sanctions étaient conformes au Code mondial antidopage.
Néanmoins, le panel arbitral a critiqué "la manière dont l'affaire a été menée par Usada", de la durée des audiences aux charges soulevées puis abandonnées, la jugeant "disproportionnée" par rapport à "la gravité et aux conséquences" des entorses à la législation antidopage.
Aucune des infractions reprochées aux deux hommes "n'a directement affecté la compétition sportive", et "aucune preuve n'a été présentée au TAS d'un quelconque effet sur les athlètes concourant à haut niveau au sein du Nike Oregon Project", affirme la juridiction dans un communiqué.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA FAF

Motion de soutien en faveur de Djamel Belmadi

Une motion de soutien au sélectionneur national Djamel Belmadi a été adoptée, jeudi par le bureau fédéral de l'instance algérienne de football (FAF) en guise d'encouragement à l'équipe nationale algérienne engagée actuellement dans les qualifications pour la Coupe du monde Qatar-2022.

"Les membres du BF, tout en réitérant leur soutien indéfectible au sélectionneur national, dénoncent fermement toute atteinte qui puisse nuire à la stabilité de l'équipe nationale engagée dans d'importantes échéances dont la défense de son titre continental et les qualifications pour la prochaine Coupe du monde Qatar 2022", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion du BF.
Cette réunion, la première du BF après le déroulement des deux premières journées des éliminatoires pour la Coupe du monde-2022, a été "une occasion aux membres présents d'adopter, à l'unanimité, une motion de soutien au sélectionneur de l'équipe nationale A, Djamel Belmadi", a ajouté la même source.
Lors des deux premières journées des qualifications du mondial 2022, disputées début septembre, les Verts avaient dominé Djibouti (8-0) au stade Mustapha Tchaker et ont fait match nul avec le Burkina Faso (1-1) à Marrakech.
A l'issue de deux premières journées de qualifications, l'Algérie est le Burkina Faso occupent la tête du groupe A avec 4 points devant le Niger (3 pts). Djibouti ferme la marche (0 pt).
Les coéquipiers de Riad Mahrez joueront les deux prochaines journées (3è et 4è) comptant pour les qualifications au Mondial de Qatar, face au Niger en aller-retour début octobre prochain, à Blida puis à Niamey.

R.S

FOOTBALL PROFESSIONNEL ET AMATEUR

Adoption des dispositions réglementaires

Le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football a adopté jeudi, lors de sa réunion statutaire, les dispositions réglementaires du championnat de Ligue 1 et de Ligue 2, ainsi que celles du football amateur, a indiqué l'instance dans un communiqué publié sur son site officiel.
D'autre part, les membres du BF sous la présidence de Charaf-Eddine Amara, a poursuivi le débat des projets des statuts des trois ligues : la Ligue de football professionnel (LFP), la Ligue national de football amateur (LNFA) et la Ligue interrégions de football (LIRF).
Au terme des discussions, les membres du BF ont "unanimement pris la décision de s'accorder un délai supplémentaire à l'effet d'approfondir l'étude des projets de statuts", précise la FAF.
Le passage en deuxième lecture desdits projets, programmés pour la prochaine réunion du BF, sera l'occasion de les adopter pour permettre, par la suite, aux différentes ligues de tenir leurs assemblées générales extraordinaires puis électives, souligne la même source.

R.S

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE BOULES (FIB)

L'Algérien Kafi élu à la vice-présidence de l'instance

L'Algérien Mohamed Yacine Kafi, président de l'Union africaine de sports boules (UASB), a été élu vice-président de la Fédération internationale de Boules (FIB), pour un nouveau mandat olympique (2021-2024), jeudi lors du Congrès électif de l'instance tenu à Martigues en France, en marge du Mondial Jeunes (U18 et U23 et Seniors) programmé du 14 au 18 septembre.
Kafi Yacine (59 ans) qui a préféré, au dernier moment, se recycler pour la vice-présidence afin de laisser une place supplémentaire à l'Afrique au bureau exécutif, a récolté 34 voix contre trois seulement pour l'autre candidat, le Tunisien Kamel amdi.
"Je suis heureux de cette élection qui m'honore et honore l'Algérie. Je suis content car je vais avoir la chance de représenter mon pays et tout un continent dans cette importante structure internationale" a indiqué Kafi.
Et d'ajouter, "J'espère que je serai à la hauteur des attentes de la famille boulistes pour laquelle je vais consentir tous mes efforts afin de servir la bonne cause, à travers un programme qui touchera, notamment, la formation, la multiplication les rencontres, les compétitions, et œuvrer à former de bons éducateurs, encadreurs, arbitres et autres acteurs de ce sport, à travers l'instance internationale et totalement en respect avec la réglementation", assurant sa disponibilité à faire, avec l'apport de la nouvelle équipe dirigeante, de la promotion des sports boules, son cheval de bataille.
Outre l'Algérien, les membres votants du Congrès de la FIB, avaient élu trois autres vice-présidents, à savoir, Marcelo Bravo (Argentine/Panaméricain), Tony Biancacci (Australie/Asie-Occéanie), Denis Persic (Croatie/Europe).
Par contre, le président sortant de la fédération internationale de boules (FIB), le Français Ruis Frédéric a été réélu à l'unanimité des voix, pour un autre mandat olympique. Il était seul candidat à sa propre élection.
Le nouveau bureau exécutif de la FIB composé de 14 membres dont le président comprend aussi les quatre membres élus du collège des structures continentales, à savoir, le Marocain Soussi Mohamed (Afrique), le Brésilien Valdimir Danieli (Panaméricain), Kobayachi Hirofumi (Japon/Asie-Océanie), Daubard Bernard
(France/Europe), les trois membres du collège des candidats libres: Mutlu Turkmen (Truquie), Dominique Verger (Monaco), Marinko Primoz (Slovénie) et les deux femmes du collège des féminines: Sonia Fava (Australie) et Bouchra Lefhal (Maroc).
La FIB s'est dotée également d'un secrétaire général (Pascal Hernandez) et d'un trésorier (Henri Escalliier).

R.S

Brèves

TRANSFERT

Le Libyen Al-Mosarati signe au CRB

L'attaquant international libyen Anis Fowzi Al-Mosarati s'est engagé pour deux ans avec le CR Belouizdad, a annoncé jeudi, le double champion d'Algérie de Ligue 1 sur sa page officielle facebook. Agé de 27 ans, le buteur de la formation libyenne d'Al-Hilal a été officiellement présenté en fin d'après-midi par le club algérois. Auteur de 10 buts lors de la défunte saison en championnat libyen, Al-Mosarati est la quatrième recrue estivale du CRB après Ahmed Ait Abdeslem (JSK), Sabri Cheraitia (CS Sfax) et Mahi Benhamou (MC Oran).

USM ALGER

Brahim Chenihi signe pour deux 2 ans

L'attaquant Brahim Chenihi s'est engagé pour deux ans avec l'USM Alger, devenant ainsi la 6è recrue du club pour cette saison, a annoncé jeudi la formation algéroise de la Ligue 1 de football.
L'ancien joueur du MC El Eulma (31 ans) est libre de tout engagement après expiration de son contrat avec la formation saoudienne de Damac FC qu'il avait rejointe en janvier 2020. Chenihi, ancien international, avait quitté le championnat d'Algérie en 2015 pour rejoindre le Club Africain de Tunis où il a évolué jusqu'à 2017.
Il a ensuite porté les couleurs du club saoudien d'Al Fateh SC (2018-2019), avant d'endosser le maillot de Damac, en compagnie de ses deux compatriotes, le défenseur Farouk Chafai et le gardien de but Mustapha Zoghba. Brahim Chenihi est la 6è recrue de l'USMA cet été, après Oussama Benbot (JSK), Brahim Bekakchi (ESS), Messalah Merbah (ESS), Abderrahmane Meziane (ES Tunis) et Brahim Benzaza (ASO Chlef).

JEUX PARALYMPIQUES 2020

Les athlètes Kardjana et Bahlez honorés à Oran

Une cérémonie a été organisée jeudi à Oran par la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) en l'honneur des athlètes Kamel Kardjana et Lahouari Bahlez après leurs performances lors des Jeux paralympiques qui se sont déroulés récemment à Tokyo.
Le directeur général de la CNAC, Mahieddine Ouagnouni, qui a présidé cette cérémonie en présence des représentants des autorités locales et des cadres de son entreprise, a salué dans son allocution les deux sportifs "et à travers eux, toute les athlètes algériens qui ont représenté dignement les couleurs nationale sur le sol japonais", a-t-il dit. Il a, en outre, insisté sur l'intérêt particulier accordé aux sportifs aux besoins spécifiques "qui ont de tout temps hissé haut l'emblème national dans les différentes compétitions internationales".
Kardjana, médaillé d'argent dans le lancer du poids et Bahlez, quatrième dans la même spécialité à Tokyo, ont bénéficié pour l'occasion d'une promotion professionnelle, étant donné qu'ils sont tous les deux employés de la CNAC, a annoncé M. Ouagnouni. Pour sa part, Kardjana, dont le palmarès est garni de titres continentaux et mondiaux, s'est dit "honoré par ces distinctions depuis notre retour de Tokyo", soulignant qu'elles constituent "un stimulant" pour ses coéquipiers et lui afin de réussir d'autres victoires lors des prochaines échéances, en particulier les Jeux paralympiques de 2024 à Paris.Pour sa part, l'entraineur national, Mohamed Krachai Kada, qui drive les deux athlètes depuis plus de deux décennies, a estimé que les sportifs aux besoins spécifiques sont réhabilités par le président de la République Abdelmadjid Tebboune depuis la cérémonie qu'il leur a réservée récemment.
"Une réhabilitation que nous commençons déjà à cueillir les fruits" s'est-il félicité. Pour rappel, la délégation algérienne a décroché 12 médailles lors du rendez-vous de Tokyo, dont 4 en or, 4 en argent et 4 en bronze.

R.S

DÉSIGNATION D'UN NOUVEL ÉMISSAIRE AU SAHARA OCCIDENTAL

Une opportunité à saisir par l'ONU pour organiser un référendum

Le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdallah Laarabi considère que la nomination prévue de Staffan de Mistura en tant que nouvel émissaire pour le Sahara occidental constitue une nouvelle opportunité à saisir par l'ONU pour accorder au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination à travers l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental.

Dans une déclaration à l'agence Europa Press, Abdallah Laarabi a indiqué que "la nomination prévue de Staffan de Mistura constitue une nouvelle opportunité à saisir par l'ONU pour accorder au peuple sahraoui le droit d'exprimer ses aspirations à travers un référendum d'autodétermination".
"Il s'agit là d'une nouvelle tentative pour relancer le processus de paix onusien", a-t-il dit. Abdallah Laarabi a appelé le Conseil de sécurité à "soutenir le peuple sahraoui et à lui accorder la chance d'exprimer ses aspirations à travers un référendum, et ce de manière démocratique et transparente". Il impute l'entrave du processus de paix à "l'entêtement de l'occupation marocaine et à l'inertie de la communauté internationale qui a contribué à l'échec de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

(MINURSO) dans l'accomplissement de sa principale mission pour laquelle elle a été créée en 1991".
Pour rappel, le futur émissaire proposé par Guterres pour relancer le processus de paix au Sahara Occidental, à l'arrêt depuis 2019, a été nommé en 2014 envoyé spécial sur la crise en Syrie.
De Mistura a eu à assumer le rôle de facilitateur pour les pourparlers de paix en Syrie, une fonction précédemment occupée par l'Algérien Lakhdar Brahimi, qui a démissionné en mai et avant lui par Kofi Annan.
Possédant deux nationalités, italienne et suédoise, le diplomate, 74 ans, cumule quatre décennies d'expérience à l'ONU, dans les zones touchées par le conflit aussi bien que dans les agences humanitaires. L'ancien médiateur a déjà offert ses bons offices en Irak et en Afghanistan où il a servi en tant que chef des missions de l'ONU dans ces deux pays.

R.I

MAGHREB

Réouverture des frontières entre la Tunisie et la Libye

La Tunisie et la Libye ont rouvert hier leur frontière commune fermée depuis plus de deux mois en raison de la pandémie de coronavirus, ont rapporté des médias.
Au premier jour de cette réouverture, décidée jeudi par les autorités tunisiennes et libyennes, le nombre de voyageurs restait faible dans les deux sens au poste-frontières de Ras Jedir, dans le sud-est de la Tunisie.
Plus d'une centaine de camions vides, et devant acheminer notamment des produits alimentaires depuis la Tunisie, faisaient cependant la queue pour entrer en territoire tunisien, selon les mêmes sources. Le poste de Ras Jedir constitue le principal point de passage entre l'ouest de la Libye et le sud-est de la Tunisie, un territoire qui vit en grande partie du commerce transfrontalier, y compris de contrebande.
Outre les échanges commerciaux, la Tunisie est la première destination de la population de l'ouest de la Libye pour les soins médicaux.
Par ailleurs, la compagnie aérienne nationale Tunisair a annoncé jeudi la reprise, à partir du 23 septembre, de ses vols vers les aéroports libyens de Tripoli, Mitiga (nord-ouest) et Benghazi (nord-est).
Le 8 juillet, la Libye avait décidé de fermer ses frontières avec la Tunisie et de suspendre les liaisons aériennes avec ce pays qui enregistrait à l'époque un taux élevé de contaminations au coronavirus, dépassant les 4.000 cas quotidiens. Dans la foulée, la Tunisie avait décidé de faire de même.
Les deux pays ont finalement décidé la réouverture de leur frontière commune après l'amélioration de la situation sanitaire enregistrée ces deux dernières semaines en Tunisie.

R.I

MALI

La Cédéao appelle au respect du calendrier électoral

Les dirigeants des 15 pays de la Cédéao, la Communauté des Etats ouest-africains, réunis en sommet extraordinaire au Ghana, ont appelé les autorités de transition au Mali à respecter le calendrier électoral et les militaires au pouvoir en Guinée à organiser une courte transition afin de rendre le pouvoir aux civils, rapportent des médias.
Les deux pays demeurent suspendus au sein de la Cédéao jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel. La Cédéao a réitéré sa demande pour un respect strict du calendrier de la transition au Mali devant conduire à la tenue effective des élections dans le délai non négociable de février 2022.
Elle a demandé, par ailleurs, aux autorités de la transition au Mali de soumettre au plus tard à la fin du mois d'octobre 2021, le chronogramme devant conduire aux étapes essentielles pour les élections de février 2022. Pour la Guinée, elle a accordé six mois aux militaires au pouvoir pour ramener le pays à un régime démocratique après l'éviction, le 5 septembre, du président Alpha Condé, réitérant sa ferme condamnation du coup de force du 5 septembre et réaffirmant son exigence pour la libération immédiate et sans condition du président Alpha Condé.
La Cédéao a rappelé qu'elle tenait encore les membres du Comité national de Rassemblement et de Développement (CNRD) pour responsables individuellement et collectivement de l'intégrité physique du président Alpha Condé.
Tout en exhortant les militaires en Guinée à revenir à l'ordre constitutionnel, la Cédéao, a décidé de geler les avoirs financiers des auteurs du coup de force et des membres de leurs familles et de leur imposer des interdictions de voyager. "Les chefs d'Etat et de gouvernement ont pris note du rapport de la mission de haut niveau dépêchée en Guinée le 10 septembre 2021, mais aussi du rapport de suivi de la transition politique au Mali présenté par le médiateur" nigérian, Goodluck Jonathan, Selon le communiqué rendu public par la communauté des Etats ouest-africains.

R.I

APRÈS DES TIRS DE MISSILES

La Corée du Nord dénonce un "double jeu" américain

Pyongyang a accusé hier les Etats-Unis de "double jeu" et attribué à la duplicité américaine la responsabilité de l'impasse dans les discussions sur le nucléaire, au surlendemain de tirs de missiles effectués par la Corée du Nord comme du Sud. Mercredi, le lancement de deux missiles balistiques nord-coréens vers la mer a été suivi de quelques heures par celui d'un missile balistique depuis un sous-marin par la Corée du Sud, devenue ainsi le septième pays au monde à disposer de cette technologie de pointe. Washington, allié de Séoul, a "condamné" les tirs de Pyongyang, effectués "en violation de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU" et qui représentent "une menace pour les voisins".
L'agence de presse officielle nord-coréenne Korean Central News Agency (KCNA) a fustigé hier ces commentaires, révélateurs selon elle d'"une attitude de double jeu" en "gardant le silence sur l'acte de la Corée du Sud", référence au tir de Séoul. Cet "acte de double jeu" de la part de Washington constitue "une pierre d'achoppement dans la résolution de la question de la péninsule coréenne et un catalyseur augmentant la tension", poursuit KCNA en attribuant ce commentaire à l'analyste Kim Myong Chol, considéré comme un porte-parole officieux de Pyongyang. "C'est la raison précise de l'impasse des pourparlers" entre la République démocratique populaire de Corée, nom officiel du Nord de la péninsule, et les Etats-Unis, a-t-il ajouté. La Corée du Nord fait l'objet de multiples sanctions internationales en raison de ses programmes d'armements nucléaires et de missiles balistiques.
Les pourparlers sur le nucléaire avec Washington sont suspendus depuis l'échec du sommet de Hanoï en février 2019 entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un et le président américain de l'époque, Donald Trump.
Le représentant spécial de l'actuel président américain Joe Biden pour la Corée du Nord, Sung Kim, a réitéré cette semaine que les Etats-Unis avaient fait de multiples offres de "rencontre sans pré-conditions". Kim Jong Un a déclaré le 18 juin que son pays devait se préparer autant au dialogue qu'à la confrontation avec Washington.

NIGERIA

Neuf civils tués dans une frappe objet d'une enquête

Neuf civils ont été tués et 23 blessés dans une récente frappe aérienne au Nigeria, objet d'une enquête de l'armée, selon un premier bilan officiel communiqué hier par le chef de l'organisme local de gestion des crises. Plusieurs habitants affirment que dix villageois ont été tués et au moins 19 blessés mercredi quand un appareil de l'aviation nigériane a ouvert le feu mercredi sur le village de Buhari, dans l'Etat nigérian de Yobe (Nord-Est). L'armée de l'Air nigériane a reconnu jeudi avoir envoyé la veille un avion dans cette zone longeant la frontière entre le Nigeria et le Niger, "pour répondre à des activités terroristes présumées". Sans donner de bilan, elle a dit enquêter sur des affirmations faisant état de "civils tués par erreur".
"Neuf personnes ont été tuées", a déclaré hier le chef de l'agence de gestion des crises de l'Etat de Yobe, Mohammed Goje, au lendemain d'une visite du village de Buhari. "Au moins 23 personnes ont été blessées", a-t-il ajouté, "des hommes, des femmes et des enfants". Deux blessés dans un état critique ont été transportés dans un hôpital de la capitale de l'Etat, Damaturu, a-t-il précisé. Il a expliqué aussi que ses services avaient commencé à réparer le seul puits du village, alimenté par l'électricité solaire et détruit par la frappe aérienne. Le Nigeria combat depuis 12 ans une insurrection terroriste qui a fait au moins 40.000 morts et deux millions de déplacés et s'est étendue au Niger, Tchad et Cameroun voisins. Le gouverneur de l'Etat de Yobe, Mai Mala Buni, avait indiqué jeudi que des vies avaient été perdues lors d'une frappe aérienne sur Buhari, sans confirmer le bilan. "C'est peut-être un accident ou une erreur de cible, mais le gouvernement va agir main dans la main avec les organismes de sécurité pour découvrir les causes profondes de cet incident", a assuré son porte-parole Mamman Mohammed dans un communiqué.

R.I

TÉLÉ VISION

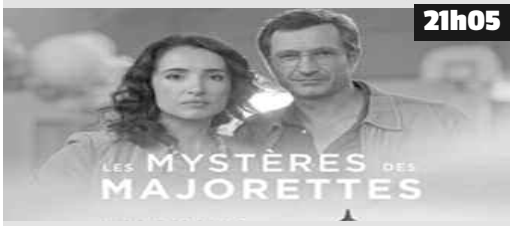
C STAR Ghost Adventures

21h05

Zak et son équipe se rendent dans un salon de coiffure hanté par une présence démoniaque.

france•3 Les mystères des majorettes

21h05



Dans un village de Charente-Maritime, lLe corps de Flavie Dulac, une adolescente capitaine d'une équipe de majorettes, est retrouvé dans une glacière

M6 Dr Harrow

21h05

Bien que la situation de son fils le préoccupe, Harrow doit enquêter sur le décès par noyade d'Erin Young.

TF1 The Voice All Stars

21h05

Lors de cette nouvelle session d'auditions à l'aveugle, de nouveaux talents se présentent face aux cinq coaches

LCP La face cachée des énergies vertes

21h00

Face au changement climatique, de nombreux pays se sont engagés dans la transition énergétique.

france•2 The Artist

20h40

les téléspectateurs et un jury de professionnels choisissent leurs artistes préférés par un système de votes gratuit.

NRJ12 Modern Family

21h05

modernfamily

Claire se rend à une réunion des anciens et retrouve à sa grande surprise un professeur avec qui elle était autrefois sortie.

Time Magazine:Omar Sy, seul Français parmi les 100 personnalités les plus influentes

Le magazine américain Time magazine, a dévoilé comme chaque année sa liste des 100 personnalités les plus influentes du monde. Entre Britney Spears, le chef d'entreprise Tim Cook, le sportif Tom Brady, ou encore l'opposant politique Alexei Navalny, se glisse un Français, et pas n'importe lequel : Omar Sy."Omar Sy se transforme complètement en chaque personnage qu'il incarne, comme il l'a démontré cette année dans Lupin, la série Netflix dans laquelle il joue un maître du déguisement". Voilà ce que dit Bradley Cooper de l'acteur français, dans l'hommage qu'il lui rend dans le magazine Time. Le magazine américain l'a en effet placé dans sa liste des 100 personnalités les plus influentes en 2021. Il y côtoie les acteurs Kate Winslet, Jason Sudeikis et Scarlett Johansson. Le comédien est le seul français du classement. "Merci au Time et à mon ami Bradley Cooper", a sobrement commenté Omar Sy sur Twitter. Les deux acteurs ont partagé l'affiche dans le film À vif!, en 2015. "Omar a tous les ingrédients et les capacités pour faire ce qu'il veut - produire, diriger, etc. - et pour le faire avec un cœur ouvert et généreux", écrit encore Bradley Cooper qui évoque "sa gentillesse qui vous pénètre, vous et la pièce tout entière quand vous êtes avec lui. Une gentillesse forte, confiante et facile. Et c'est ce dont on a besoin en ce moment". Le triomphe de la série Lupin a permis d'asseoir la carrière internationale d'Omar Sy. Les anglo-saxons ont particulièrement apprécié l'adaptation de Netflix du classique de Maurice Leblanc.L'acteur français a certes déjà joué dans plusieurs blockbusters américains, comme Jurassic World, L'Appel de la forêt, Inferno ou X-Men: Days of future past. Mais c'est avec Lupin que le public américain semble l'avoir réellement découvert. Omar Sy y occupe en effet le premier rôle, et joue dans sa langue maternelle, livrant

Quotidien National d'Information
Edité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL **005 00170 4002162000 18**

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

EMMY AWARDS

Enfin le sacre pour Netflix avec la série "THE CROWN"

Netflix a révolutionné la télévision avec sa plateforme lancée en 2007, mais n'a jamais remporté l'Emmy de la meilleure série dramatique.La situation pourrait changer cette année

Netflix a enfin de sérieuses chances cette année d'être couronné dans la catégorie phare des Emmy Awards, équivalent des Oscars de la télévision américaine, si son joyau The Crown ne succombe pas dimanche soir aux assauts des Stormtroopers de The Mandalorian, série Disney située dans l'univers de Star Wars. Bien que Netflix ait révolutionné la télévision avec sa plateforme lancée en 2007, il n'a en effet jusqu'à présent jamais remporté l'Emmy de la meilleure série dramatique. Pas même le trophée de la meilleure comédie ou de la meilleure série limitée.
"The Crown semble enfin sur le point de connaître son grand moment", déclare à l'AFP Clayton Davis, spécialiste des prix et récompenses pour le magazine Variety, une référence en matière de divertissement. "Ça va être la première grande victoire pour les séries Netflix."

La percée de Netflix

Outre The Crown, qui retrace de façon romancée l'histoire de la famille royale britannique et dont la quatrième saison dépeint le mariage houleux de Diana et Charles, Netflix peut aussi compter dimanche sur Le Jeu de la dame qui a fait exploser les inscriptions dans les clubs d'échecs.
Ce succès planétaire avec Anya Taylor-Joy en prodige des échecs tourmentée est donné favori dans la catégorie des séries limitées (qui ne sont pas destinées à durer plus d'une saison). Le géant de la vidéo à la demande aligne aussi pour les Emmy Awards La Chronique des Bridgerton, une série en costumes d'époque, ainsi qu'un documentaire naturaliste avec l'inusable David Attenborough.
"Nous sommes enfin en train d'assister à la percée de Netflix. Ils se sont toujours bien débrouillés pour les nominations, mais jamais dans le palmarès final", relève Pete Hammond, éditorialiste pour le site spécialisé Deadline. "C'est un tournant décisif pour eux", juge-t-il.

Les outsiders

Un trouble-fête potentiel est toutefois invité à la cérémonie des Emmy Awards: Disney+, plateforme de streaming lancée voici deux ans par le numéro un mondial du divertissement, avec dans son catalogue les personnages à succès de l'univers de Star Wars et des super-héros Marvel. Coqueluche du public américain à son arrivée sur les écrans, le "bébé Yoda" a permis à la série The Mandalorian de faire jeu égal avec The Crown en tête des nominations (24 chacun).
L'autre outsider sur lequel certains experts misent pour la meilleure série dramatique est Pose, avec Billy Porter, qui explore la culture des bals gays dans le New York des années 1980 et dans laquelle la star

Elton John a fait une apparition surprise. Disney+ a un atout de poids dans la catégorie des séries limitées avec le très inventif WandaVision, qui a emballé la critique. Sur son chemin se trouveront Mare of Easttown - un autre succès critique avec Kate Winslet dans le rôle d'une policière désabusée - et la production britannique I May Destroy You, qui raconte les suites d'un viol. Côté comédies, c'est Ted Lasso (Apple TV+) qui part en tête, avec également une nomination pour son acteur principal Jason Sudeikis, en entraîneur de football américain totalement perdu lorsqu'il passe aux commandes d'une équipe de football anglaise.

Un début de retour à la normale

L'an dernier, faute de vaccin disponible, la soirée des Emmy Awards avait été 100% virtuelle - et relativement décevante - avec des stars recevant leur trophée à domicile. Cette 73e édition marque un début de retour à la normale, avec quelque 500 invités triés sur le volet admis à l'air libre à côté d'un auditorium de Los Angeles, avec certificat de vaccination de rigueur.
"Rendre malade un tel aréopage de célébrités ne figure pas au programme", a plaisanté Ian Stewart, producteur de la soirée, promettant malgré tout au magazine Variety "une fête fun et chic". La pandémie et les restrictions imposées par les Etats-Unis aux voyageurs en provenance de certains pays compliquent toutefois l'organisation et certaines vedettes étrangères, comme l'équipe de The Crown, devraient suivre la cérémonie via un faisceau satellite depuis Londres. Même si de nombreuses stars sont attendues en personne dimanche, d'autres comme Jennifer Aniston, en lice pour les retrouvailles des anciens de Friends, ont décidé de garder leurs distances pour raisons sanitaires, tandis que la capacité réduite signifie que certains autres candidats n'ont même pas reçu de carton d'invitation.
"Ça aura l'air un peu différent. Je croise les doigts pour que ce soit le dernier show 'hybride' auquel on assiste", dit Clayton Davis.

R.C

MINISTÈRE DES MOUDJAHIDINE

Concours national pour la conception du logo du 60e anniversaire de la Fête d'indépendance

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droits a annoncé, jeudi, l'organisation d'un concours national pour la conception du logo du 60e anniversaire de la fête d'indépendance, (5 juillet 1962/5 juillet 2022).
"Dans le cadre des préparatifs des festivités commémorant le 60e anniversaire de la fête de l'indépendance, le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droits annonce l'organisation d'un concours pour la conception du logo de cette fête nationale", précise le ministère. S'agissant des conditions de participation à ce concours, ouvert aux infographes (concepteurs de logos), le ministère a cité notamment, la justification d'un âge de plus de 18 ans, jouir de la nationalité algérienne, et le respect de toutes les clauses du règlement intérieur téléchargeable sur le site officiel du ministère des Moudjahidine. Devant représenter "une symbolique historique et des significations de l'édification de l'Algérie", le logo à concevoir doit également partir d'un concept original, ajoute le ministère qui a relevé la nécessité pour la participant de joindre une fiche descriptive du logo détaillant la philosophie, la description, les couleurs et les caractères graphiques utilisés. Les œuvres réalisées au titre de ce concours seront sélectionnées par un jury spécialisé, sachant que la récompense financière consentie au lauréat est estimée à 300.000 Da, pour peu que le ministère de tutelle conserve la propriété de l'œuvre retenue, la liberté de son exploitation et de l'adapter. Le ministère appelle également les participants à accompagner leurs produits, de cartes d'informations contenant le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse et le numéro de téléphone.
La durée de préparation des œuvres a été fixée à 15 jours, à partir de la date de la 1e annonce du concours dans les journaux nationaux, avec le droit de participer avec plus d'une œuvre, à adresser via l'adresse électronique suivante: mdm60eme@m-moudjahidine.dz . A l'occasion, le ministre du secteur a appelé, sur son compte officiel Twitter, "les jeunes algériens à participer au concours national pour la conception du logo propre aux festivités commémorant le 60e anniversaire de la fête de l'indépendance.

"TANDEM MEDIA AWARDS"

Un concours de l'UE ouvert aux journalistes et aux artistes

L'Union européenne (UE) lance à travers le programme "EU Neighbours South", le concours "Tandem Media Awards", dans sa première édition dédiée à la Culture et aux candidats de neuf pays méditerranéens dont l'Algérie, annoncent les organisateurs sur la page Facebook de l'UE.Ouvert aux journalistes, étudiants en journalisme et aux artistes issus d'Algérie, Palestine, Tunisie, Libye, Liban, Jordanie, Syrie, Egypte et Maroc, ce concours repose sur l'idée d'une collaboration à deux (binôme) qui aura à fournir des contenus médiatiques innovants autour des différentes thématiques en lien avec la Culture.Lors de cette première édition placée sous le slogan "Speak up culture!", trois tandems seront récompensés: journalistes homme-femme, journaliste professionnel et étudiant en journalisme et le binôme journaliste-artiste. Les duos de candidats auront à produire un contenu journalistique commun sur différents supports, (article print, article web, émission TV, émission radio, capsule vidéo, reportage télévisé, reportage radio, reportage photo, podcast ou encore bande dessinée).
Les lauréats seront invités à assister à la cérémonie de remise des prix, prévue en décembre 2021 et bénéficieront d'une récompense financière et d'un voyage de presse culturel au cours de l'année 2022.La date limite de soumission des travaux proposés au concours étant fixée au 14 novembre 2021, "EU Neighbours South" met à la disposition des postulants sur le site, https://www.euneighbours.eu/fr/sud/stay-informed/news/lancement-du-concours-regional-tandem-media-awards-speak-culture, le règlement intérieur et toutes les informations et documents de participation nécessaires. Les organisateurs rappellent que les contenus proposés doivent être "de préférence lié à un projet ou une initiative culturelle financés par l'UE dans la région du voisinage Sud de l'Union européenne".

R.C

OPÉRA D'ALGER

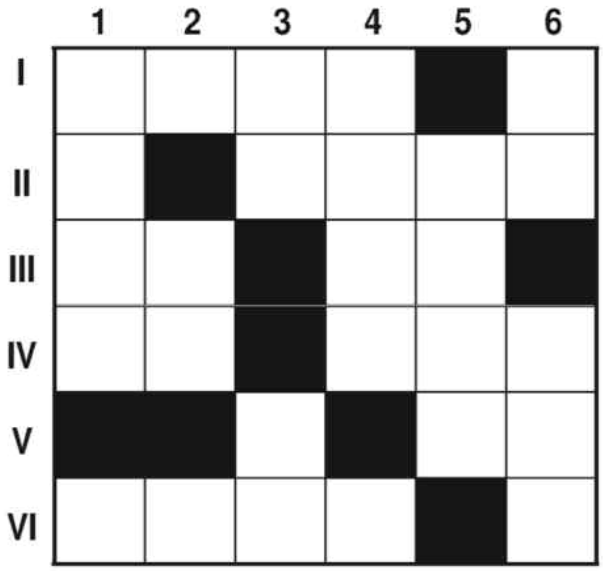
Auditions nationales pour la sélection de musiciens et de choristes polyphoniques

L'Opéra d'Alger " Boualem Bessaiah" a annoncé, jeudi, l'organisation du 20 au 24 septembre courant, d'auditions nationales en vue de la sélection de musiciens et de chanteurs issus de l'Institut national supérieur de musique (INSM), les conservatoires, les IRFM (Institut national de formation musicale d'Alger) et annexes à travers le territoire national."Dans le cadre de la réorganisation et la redynamisation se ses effectifs (l'orchestre et Chœur Symphonique), l'Opéra d'Alger "Boualem Bessaiah" organise des auditions du 20 au 24 septembre 2021, en direction des musiciens issus des instituts de musique, tels que l'INSM, les conservatoires et les IRFM et annexes à travers le territoire national ainsi que les musiciens activant au paysage artistique professionnel algérien", lit-on dans un communiqué posté sur la page Facebook de l'Opéra d'Alger. L'organisation des auditions se fera "sous la supervision d'un jury sélectionné avec soin et composé de professionnels (Musiciens, professeurs), précise la même source.

R.C

Jeux

Nombres croisés



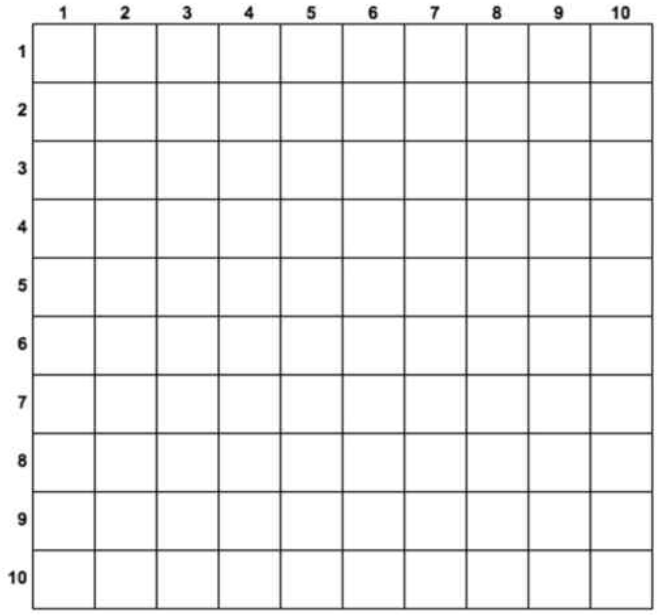
HORIZONTALEMENT

I. Année de naissance de Johnny Hallyday.
II. Multiple de 211.
III. Le département de Marnes-la-Coquette, son dernier domicile. Le nombre d'albums qu'il a enregistrés en studio.
IV. L'âge de son décès. Multiple de 11.
V. Le nombre total de ses albums, incluant les "live".
VI. Une année où il a frôlé la mort.

VERTICALEMENT

1. L'année où il reçoit la Légion d'Honneur.
2. Le nombre de films dans lesquels il a joué un rôle (hors apparitions).
3. Le nombre d'années de sa collaboration avec Philips, avec un nombre d'albums équivalent. Le nombre de disques d'or à son actif.
4. Le nombre total de concerts qu'il a donnés dans toute sa carrière.
5. L'année de son décès.
6. Le nombre de Victoires de la musique qu'il a obtenues, toutes catégories confondues. Le nombre total de titres qu'il a interprétés.

Grille muette N° 335



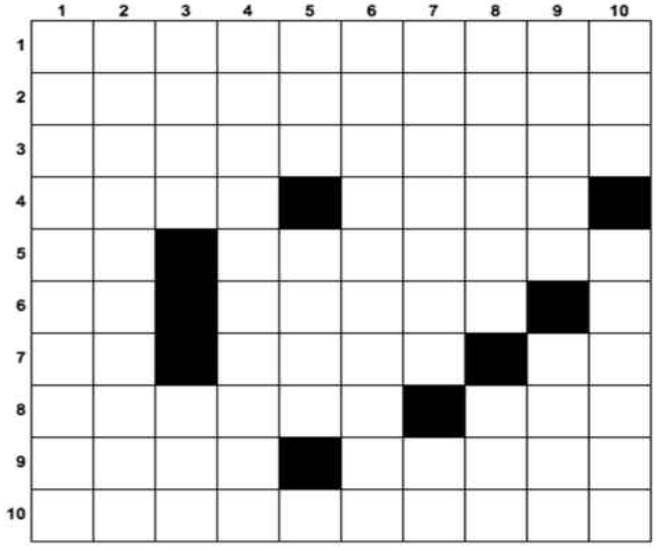
Horizontalement

1 Se dit d'un élément qui est son propre carré.2 De Syrie.3 Ne sont pas manifestes.4 Un étranger.- Sainte japonaise.5 Peintre abstrait.6 Partie morale.- Unité d'éclairement.7 Accorde du crédit (se).- Ribote.8 Chanterions à la montagnarde.9 Bridée.- Conjonction.10 Souffrirons ou passerons l'éponge.

Verticalement

1 Faite comme une andouille.2 Ne sont pas salut(aire)s.3 Obstacles humains.4 Question leibnizienne.- Interjection.- Circule à l'Est.5 La 23ème grecque.- Sur Tille.- Grande école brestoise ou messine.6 Abattu.- N'est pas au coeur de la forêt.7 Cépage du Cher.8 Jointe.- Jeu d'encerclement.9 Terriennes.- En 02.10 Marque de scepticisme.- Justifie sa présence dans le sang.

Mots croisés grille N° 335



Horizontalement

1 Médiateurs.2 Comme chien et chat.3 Prêle.4 Ancienne pièce espagnole.- Lause.5 Adverbe.- Du sodium, d'où Na.6 Astate.- Sièges du passé.7 Note.- Anneau marin.- Voie de France à contresens.8 Clos.- Domaine du loir ou Loir.9 Nota ... à l'envers et à la fin.- Communication littorale.10 Alimente en tension.

Verticalement

1 Comme des poissons dans l'eau.2 Travaillent avec une échelle réduite.3 N'est pas raffiné.- Transporte dans les deux sens.4 Petite coalition politique des Balkans (deux mots).5 Communiques.- Opération épervier ...6 Légèretés.7 Roule en meule.- Possessif.8 Chaîne du 74.- Amiante.9 En 54.- N'est pas accord.10 Cardinaux.- Mustélidé.

"Le Paradis sera satisfait de toi lorsque tu accompliras les obligations, l'Enfer s'éloignera de toi lorsque tu délaisseras les péchés, et l'Amour [d'Allah] ne sera satisfait de toi que lorsque tu dépenseras de ta personne."

• Source : [Les Méditations d'Ibn Al-Qayyim]

Ça s'est passé un...18 Septembre

1810 : Les créoles prennent le pouvoir au Chili

À Santiago-du-Chili, le 18 septembre 1810, prenant acte de ce que le roi d'Espagne légitime, Ferdinand VII, a été déposé par Napoléon 1er et remplacé par Joseph Bonaparte, un groupe de créoles prend le pouvoir et tente d'instaurer l'indépendance.
Le gouverneur Bernardo O'Higgins, fils naturel d'un Irlandais, est porté à la tête de la colonie. Mais les Espagnols, sitôt débarrassés de Napoléon, reviennent en force en profitant des rivalités au sein de la Junte civile. Ils défont les troupes de la Junte à Rancagua les 1er et 2 octobre 1814.

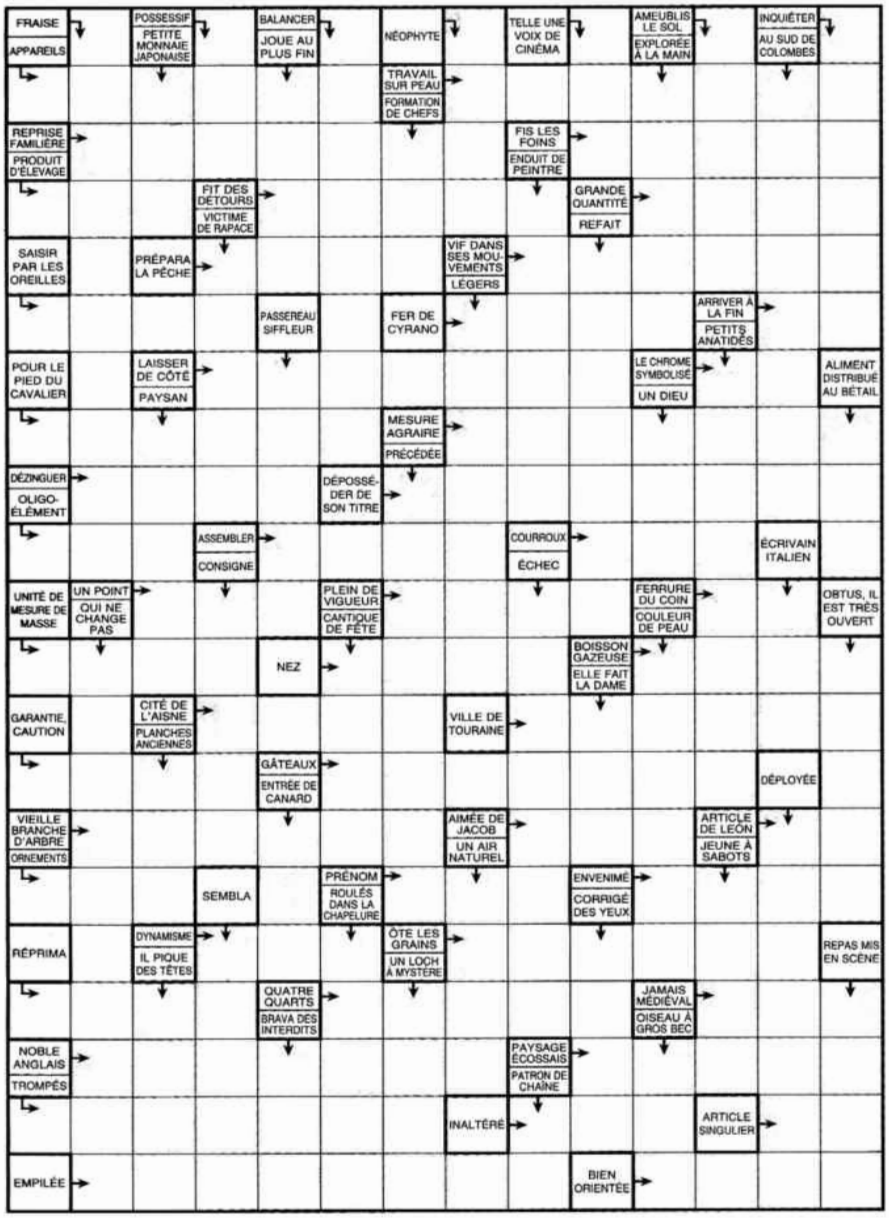
1820 : Ampère découvre l'électromagnétisme

Le 18 septembre 1820, le physicien lyonnais André-Marie Ampère publie une première explication concernant l'électromagnétisme, un phénomène observé quelques mois plus tôt par le physicien danois Oersted.

1911 : Le Premier ministre russe Stolypine assassiné

Le 18 septembre 1911, lors d'une représentation à l'opéra de Kiev en présence du tsar, un avocat anarchiste, Dimitri Bogrov, tire à bout portant sur le Premier ministre russe Piotr Stolypine (49 ans)...

Mots Fléchés N° 335



Mots mélés

T	G	N	O	R	T	S	M	R	A
I	C	M	C	E	O	E	N	U	L
T	N	V	E	N	U	S	Q	U	E
A	N	E	R	R	E	T	T	E	R
N	S	A	E	U	C	P	A	T	E
M	A	R	S	T	B	U	Z	Z	T
I	X	E	C	A	P	S	R	A	I
J	A	X	A	S	I	S	S	E	P
E	S	A	L	S	U	N	A	R	U
E	E	N	I	R	A	G	A	G	J

Endroit où Thomas Pesquet a passé 6 mois.
Planète comportant la Grande Tache Rouge.
Planète où il pleut des diamants.
Premier homme à avoir marché sur la Lune.
Planète connue pour ses anneaux.
Agence spatiale européenne.
Seule planète connue où la vie est apparue.
Planète naine dans la ceinture d'astéroïdes.
Agence spatiale américaine.
Lune ayant des océans d'hydrocarbures.
Planète rocheuse entourée de deux lunes.
Satellite naturel du n°7.
Étoile du Berger.
Surnom du second homme à avoir marché sur la Lune.
Planète la plus proche du Soleil.
Agence spatiale japonaise.
Premier homme dans l'espace.
Agence spatiale privée fondée par Elon Musk.

LA NATION

Samedi 18 Septembre 2021

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:59	12:43	16:14	18:53	20:17

Météo

Alger	26	Tizi Ouzou	29
Tiaret	28	Béjaïa	29
Constantine	27	Oran	26

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

7 individus arrêtés à Alger

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation de quatre (4) individus à Kouba et trois (3) autres à Bab El Oued, dans le cadre de la lutte contre la criminalité, a indiqué hier un communiqué de ces services. Traitée par la brigade de police judiciaire de Kouba sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent, la première affaire s'est soldée par l'arrestation de (4) individus, repris de justice, connus pour leurs comportements criminels âgés entre 21 et 26 ans, en possession de 7 armes blanches, a précisé le communiqué. Les services au niveau de la circonscription administrative de Bab El Oued ont procédé, pour leur part, à l'arrestation de 3 personnes à Bab El Oued âgées entre 28 et 60 ans qui s'adonnent au trafic de psychotropes. Après parachèvement des procédures en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, a conclu le communiqué.

SÛRETÉ D'ALGER

3 individus arrêtés à Bab el Oued

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis hors d'état de nuire un groupe de malfaiteurs activant dans une bande de quartier et procédé à l'arrestation de trois (3) individus et à la saisie d'un (1) fusil harpon et d'armes blanches prohibées à Bab El-Oued, a indiqué jeudi un communiqué de ce corps de sécurité.
L'affaire a été traitée par la brigade de police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Bab El-Oued, sous la supervision du parquet territorialement compétent. Elle s'est soldée par l'arrestation de trois (3) repris de justice âgés entre 25 et 60 ans pour appartenance à un groupe de malfaiteurs activant dans une bande de quartier, trafic de psychotropes et détention d'armes blanches prohibées, a précisé la même source. L'opération s'est également soldée par la saisie d'un (1) fusil harpon, de cinq (5) armes blanches prohibées, de quinze (15) unités de produits pyrotechniques, de douze (12) comprimés psychotropes, d'une quantité de drogues dures, de trois (3) téléphones portables et d'un montant de 25.000 DA. Après achèvement des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, a conclu le communiqué.

CONSTANTINE

Arrêt partiel de l'exploitation du tramway

Un arrêt en partie de l'exploitation du tramway de Constantine aura lieu à partir de ce jeudi soir jusqu'à samedi matin pour cause de travaux, ont indiqué l'Entreprise Metro d'Alger (EMA) et la SETRAM jeudi dans un communiqué commun. Cet arrêt, qui aura lieu entre jeudi, à partir de 21h, et samedi à 4h du matin, concerne le tronçon reliant Zouaghi Slimane à la station Chahid Kadri Brahim, précise la même source. Cet arrêt est "dû à des travaux d'étanchéité des sous-stations électriques, et ce, dans le cadre d'un programme de maintenance des installations de tramway". A cet effet, "un service provisoire sera mis en place entre la station Ben Abdelmalek Ramdane et la station Zouaghi Slimane qui sera le nouveau terminus, avec une suspension du service sur le tronçon concerné par les travaux", informe le communiqué. L'exploitation "reprendra dans sa totalité samedi" prochain. "L'EMA et la SETRAM s'excusent auprès des voyageurs pour les désagréments occasionnés par cette interruption partielle", conclut la même source.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

235 nouveaux cas, 188 guérisons, et 19 décès

Le nombre de nouveaux cas au coronavirus en Algérie reste au-dessous des 300 cas. Le bilan publié hier par le ministère de la Santé fait état de 235 nouveaux cas, 188 guérisons, et 19 décès, selon un communiqué du ministère de la Santé. 25 patients sont admis en soins intensifs. Selon la même source, le total des contaminations au coronavirus en Algérie s'élève à 201224 cas, le nombre des décès a atteint 5670 cas.

CÔTES D'ANNABA

Une tentative d'émigration clandestine mise en échec

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine et arrêté 15 individus, a indiqué, jeudi, un communiqué de ce corps constitué, ajoutant que les investigations ont donné lieu à l'identification de deux (02) membres actifs du mouvement terroriste "MAK" qui tentaient de fuir les poursuites judiciaire vers l'étranger.
Le départ était programmé à partir des côtes d'Annaba vers l'Italie, a précisé le document, ajoutant "les enquêtes menées ont révélé que les deux mis en cause avaient été instruits par les dirigeants du mouvement terroriste "MAK" de quitter le territoire national pour fuir la justice". "Les deux suspects fuyaient les régions ayant connu des incendies criminels de forêts", a rappelé la même source.
Les deux mis en cause ont été placés en détention provisoire par le parquet du pôle pénal spécialisé de Sidi M'hamed pour "appartenance à un groupe subversif visant à attenter à la sécurité de l'Etat, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, outre apologie du terrorisme sur les réseaux sociaux et diffusion de publications susceptibles de porter atteinte à l'intérêt national".

BECHAR

Démantèlement d'un réseau de narcotrafic

Un réseau criminel spécialisé dans le trafic international de stupéfiants via les frontières ouest du pays a été démantelé par les éléments du service de la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de wilaya de Bechar, qui ont saisi une quantité de 118 kg de kif traité, a rapporté jeudi la cellule de communication de ce corps de sécurité.
L'opération a été réalisée avec la contribution et l'appui du service spécialisé du secteur militaire opérationnel de la troisième Région militaire (3 RM), suite à l'exploitation de renseignements faisant état d'une tentative d'introduction à Bechar et partir des frontières ouest du pays, d'une importante quantité de drogue à destination des régions nord du pays, a-t-on précisé. La mise en place d'un dispositif de surveillance et de recherches policières, sous supervision de la justice, a permis l'identification et l'arrestation des deux (2) présumés membres de ce réseau criminel dans la région frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar) et la découverte et la saisie de la quantité de drogue susmentionnée, a-t-on ajouté.

BECHAR

Vaste opération à la recherche d'un enfant de 4 ans disparu

Une vaste opération de recherches pour retrouver un enfant âgé de 4 ans, disparu depuis jeudi en début soirée à proximité d'un oued et d'un canal d'évacuation des eaux usées est lancée depuis hier matin par les éléments d'intervention et de secours de la protection civile au sud de la commune de Bechar, a-t-on appris du responsable de la cellule de communication de la direction locale de ce corps. "Suite à un appel des services de sécurité, faisant état de la disparition d'un enfant âgé de 4 années, nous avons dépêché une équipe de recherches et de secours pour entamer des opérations de recherches et de ratissage de toute la zone de l'oued et du canal des eaux usées, situés à côté de l'habitat familial de ce disparu au quartier de Bechar-Djedid au sud de la commune de Bechar et ce pour le retrouver", a précisé le sous-lieutenant Baali Abou Bakr Sedik .
Des moyens logistiques conséquents sont actuellement mis en place au profit de nos éléments, pour retrouver cet enfant qui a apparemment échappé à la vigilance de sa famille, a fait savoir le même officier de la protection civile.

BOURSIER ALGÉRIEN AU ROYAUME UNI (2014-2015 ET 2015-2016)

Les étudiants en état "de manquement au contrat"

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a affirmé, jeudi, que les étudiants boursiers au Royaume Uni dans le cadre du programme national exceptionnel des promotions 2014-2015 et 2015-2016 étaient considérés en état "de manquement au contrat de formation", rappelant qu'une invitation leur a été adressée pour rentrer en Algérie en raison de l'extinction de la durée de la bourse. Dans un communiqué, le ministère a rappelé "avoir mobilisé des moyens financiers colossaux couvrant les frais de la durée de formation pour que ces étudiants puissent bénéficier d'une formation dans un pays avec des capacités scientifiques élevées notamment en langue anglaise" soulignant qu'"une invitation leur a été adressée pour rentrer en Algérie dès l'extinction de la durée de la bourse, conformément au contenu du contrat de formation signé avec le ministère de l'Enseignement supérieur".
Après avoir indiqué qu'il a respecté "les clauses du contrat", le ministère a précisé que ces étudiants boursiers sont considérés en état "de manquement au contrat de formation notamment l'article 3, suite à quoi l'instance d'origine réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat de formation car les bénéficiaires ont manqué à leurs obligations contractuelles".
Le ministère tient à informer ces étudiants qu'"ils ont bénéficié de la durée totale de la formation et exceptionnellement de la prolongation de leurs bourses sur décision du comité des experts scientifiques". Ce faisant, ils avaient "bénéficié d'une bourse d'une durée de quatre ans au lieu de trois ans qui est la durée normale pour préparer la thèse de doctorat au Royaume Uni", a ajouté le ministère.

R.N

EL-MEGHAÏER

Saisie de près de 13.900 comprimés de psychotropes

Pas moins de 13.890 comprimés de psychotropes ont été saisis, dans deux opérations distinctes, dans la commune de Stil, wilaya d'El-Meghaïer, par les services des Douanes Algériennes, a-t-on appris jeudi des services de ce corps constitué.
L'opération a été menée par une brigade relevant des Douanes de la wilaya d'El-Oued, en coordination avec les services de la gendarmerie nationale (GN), lors d'un barrage de contrôle sur le tronçon de la RN-3 reliant El-Meghaïer à Biskra, ayant permis d'intercepter deux véhicules suspects transportant la marchandise prohibée, a-t-on indiqué. La fouille a permis de mettre la main sur 7.710 comprimés de psychotropes à bord du premier véhicule et sur 6.180 comprimés de même type à bord du second véhicule, et l'arrestation de trois individus, ont précisé les mêmes services. Présentés à la justice, les mis en cause, trentenaires, ont été placés en détention provisoire.

BANLIEUE ALGÉROISE ET DU SERVICE RÉGIONAL

La SNTF annonce une nouvelle marche des trains

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé jeudi dans un communiqué une nouvelle marche des trains de la banlieue algéroise et du service régional qui entrera en application à compter du samedi prochain sur ses lignes. Il s'agit des lignes Alger-El Affroun, Alger-Tizi Ouzou-Oued Aissi, Agha-Zéralda, Alger-Thenia, Alger-Batna, Alger-Chlef, Alger-Bejaia, ainsi que la ligne Alger-Sétif, précise le communiqué. Le programme des circulations des trains sera disponible au niveau des gares, sur le site web de la société, sur sa page Facebook ainsi que sur son application mobile officielle. Ce nouveau programme intervient à l'occasion de la rentrée sociale 2021/2022 et suite au dernier aménagement des horaires du confinement, souligne la SNTF.